

4.

Autres recommandations

Révision constitutionnelle

Modification des articles 19, 20, 24 et 181 de la Constitution

Le Groupe de travail a recherché une simplification de la terminologie tout en poursuivant l'objectif d'une égalité la plus grande possible.

C'est dans cette perspective que le choix s'est porté sur le terme 'communauté convictionnelle', qui peut désigner à la fois une conception philosophique confessionnelle et une conception philosophique non confessionnelle. Autrement dit, ce terme est plus vaste que la notion de religion et peut dès lors également être utilisé pour désigner une conviction non religieuse.

En outre, la notion de culte est trop restreinte dans la mesure où c'est en fait la religion dans son ensemble qui est visée, dont l'aspect rituel, le culte, ne constitue qu'un élément essentiel.

De manière à généraliser cette terminologie et à éviter toute confusion, le Groupe de travail estime qu'il est nécessaire de modifier quelques articles de la Constitution :

Art. 19 — Remplacer le mot « cultes » par les mots « communautés convictionnelles ».

Art. 20 — Remplacer les mots « d'un culte » par les mots « d'une communauté convictionnelle ».

Art. 21 — Voir ci-après

Art. 24 — Dans le § 1er, alinéa 4, remplacer les mots « le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle » par les mots « le choix entre l'enseignement d'une des communautés convictionnelles reconnues ». Non seulement cette formulation est plus simple et plus compacte, mais elle présente également l'avantage d'offrir une solution pour la discussion qui pourrait

éventuellement naître après la reconnaissance du bouddhisme en tant que communauté convictionnelle. En effet, le bouddhisme est une conception philosophique non confessionnelle.

Art. 181 — Idéalement, il conviendrait de remplacer les deux paragraphes qui composent cet article par le paragraphe unique suivant : « Les traitements et pensions des ministres et des délégués d'une communauté convictionnelle reconnue sont à la charge de l'Etat; les sommes nécessaires pour y faire face sont annuellement portées au budget. » Cette formulation fait clairement apparaître que c'est uniquement pour les communautés convictionnelles reconnues que les ministres et délégués bénéficient d'un traitement et d'une pension à charge de l'Etat.

Modification de l'article 21, alinéa 1er, de la Constitution

L'article 21 de la Constitution coordonnée est une conséquence des rapports entre l'Eglise et l'Etat sous Guillaume Ier. Le terme « intervenir » donne le ton, un ton qui dénote une immixtion exagérée des pouvoirs publics dans les activités de groupements religieux. Dans la lettre ouverte qu'il adressa le 13 décembre 1830 au Congrès National, l'Archevêque de Méan dénonçait les interventions royales dans le cadre de la nomination des évêques et de la formation des prêtres ainsi que l'existence du placet royal.

L'évolution de la société depuis les dernières décennies est telle qu'une certaine intervention, certes exceptionnelle, est à présent néanmoins souhaitable, voire démocratiquement nécessaire ce, à la lumière des droits de l'homme modernes et d'une société multiculturelle et multi-convictionnelle. En effet, nous ne vivons plus dans une société mono-culturelle et mono-religieuse. La cohabitation de plusieurs convictions et opinions sur un même territoire requiert parfois une intervention active des pouvoirs publics.

La Cour européenne des droits de l'Homme elle-même souligne que l'Etat doit endosser un rôle actif.

Certains auteurs continuent cependant à penser que l'Etat doit s'abstenir de toute forme d'immixtion (1). Si l'on s'en tient à cette interprétation stricte, l'autorité civile est réduite au rôle d'exécutant des décisions prises par les

autorités religieuses. En fait, le juge peut uniquement conférer un titre exécutoire à l'autorité religieuse, mais ne dispose d'aucun pouvoir d'appréciation sur le fond (2).

Dans son article "Scheiding Kerk en Staat in een Multi-levensbeschouwelijke maatschappij", H. Vuye explique comment l'interprétation de l'article en question de la Constitution a évolué depuis 1830, sous l'influence notamment d'une situation politique modifiée (3).

L'article 181 de la Constitution coordonnée confère lui aussi une certaine base justificative pour une intervention des pouvoirs publics, en ce sens que la nomination à la fonction de ministre ou délégué a des effets de droit civil, à savoir l'octroi d'un traitement et d'une pension à charge du Trésor public. Les pouvoirs publics peuvent subordonner l'octroi de ces droits au respect du droit de l'Etat, y compris des règles de droit internationales qui lui sont applicables (4). Dans un état de droit, l'interdiction d'arbitraire peut en effet difficilement être considérée comme une atteinte inadmissible à l'autonomie interne (5).

L'arrêt Kokkinakis rendu par la Cour européenne des droits de l'Homme le 25 mai 1993 dispose que dans une société démocratique, où plusieurs religions coexistent, il peut se révéler nécessaire d'assortir la liberté de pensée, de conscience et de religion, de limitations propres à concilier les intérêts des différentes communautés religieuses. En effet, aux termes de l'article 9, § 2, de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme, des restrictions peuvent être décidées par l'Etat lorsqu'il s'agit de protéger, dans la société démocratique, la sécurité publique, l'ordre, la santé, la morale publique ou les droits et des libertés d'autrui.

Pour une certaine doctrine et pour certains membres du Groupe de travail, l'arrêt Pellegrini rendu par la CEDH doit être interprété comme disposant que les juridictions civiles appelées à donner l'exequatur à des décisions religieuses doivent vérifier si l'article 6 de la CEDH a été respecté (7). Selon cette interprétation, cet arrêt a pour conséquence que l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 3 juin 1999, lequel confirmait l'autonomie absolue des cultes et interdisait aux juges d'examiner la conformité des décisions religieuses avec la CEDH, serait désormais dépassé.

Il convient d'établir une distinction entre l'autonomie d'organisation et l'attribution de conséquences juridiques à des décisions rendues par des autorités convictionnelles au sein de l'ordre temporel. Lorsque des droits civils sont en péril (par exemple, dans le cas de la révocation d'un ministre du culte), il incombe

à l'Etat de garantir les droits et les libertés de la CEDH à tout justiciable. La décision de l'autorité convictionnelle peut avoir des effets juridiques au sein de l'ordre convictionnel : ceci relève alors de l'autonomie d'organisation. Par contre, dès l'instant où l'autorité convictionnelle demande à l'autorité civile de conférer à ses décisions également des effets juridiques dans l'ordre civil, il convient d'appliquer les normes du droit étatique (9).

Par conséquent, l'interprétation de l'article 21 doit permettre une plus grande responsabilité de l'autorité civile au regard du respect des droits de l'homme, y compris à l'intérieur des communautés convictionnelles.

Le Groupe de travail estime souhaitable que la formulation de l'article 21 soit adaptée en conséquence.

En premier lieu, la protection de l'autonomie interne devrait non seulement valoir pour les ministres de tout culte, mais devrait également être étendue aux délégués des communautés philosophiques non confessionnelles.

Le membre de phrase deviendrait dès lors « ... l'installation des ministres et des délégués d'une communauté convictionnelle quelconque... ». Une telle adaptation figure également à titre de justification dans la déclaration de révision de la Constitution, adoptée le 2 mai 2007 (10). Dans une société multi-convictionnelle, et dans le cadre d'un Etat neutre et impartial, l'égalité des communautés convictionnelles est de règle.

En second lieu, il devrait être inscrit dans la Constitution que le droit étatique prime sur les normes des communautés convictionnelles. Ces normes n'ont aucun effet en droit étatique hormis les exceptions que le législateur est habilité à déterminer de façon non-discriminatoire.

En effet, les instances convictionnelles ne peuvent se soustraire à l'ordre civil. Les pouvoirs publics doivent pouvoir exiger que la communauté convictionnelle applique la réglementation de l'Etat et qu'elle respecte l'ordre public et la sécurité publique.

En outre, l'Etat peut subordonner l'aide financière qu'il accorde aux communautés convictionnelles aux possibilités budgétaires et fixer des conditions non-discriminatoires en la matière.

Sur la base de tous ces arguments, nous proposons que l'article 21 soit formulé comme suit :

§ 1er. Hormis les exceptions de conscience dont l'exercice est prévu par la loi, aucun prescrit convictionnel ne peut être invoqué pour se soustraire à une obligation légale.

§ 2. L'Etat n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans la révocation des ministres et délégués d'une communauté convictionnelle quelconque, sauf dans les cas déterminés par le législateur.

§ 3. L'Etat n'a pas le droit de défendre aux ministres et délégués d'une communauté convictionnelle quelconque de correspondre avec leurs supérieurs, et de publier leurs actes, sauf, en ce dernier cas, la responsabilité ordinaire en matière de presse et de publication.

Notes

1. P. De Pooter. De rechtspositie van de erkende erediensden en levenschouwingen, dans Staat en maatschappij, Gand, 2003, p. 75.
2. H. Vuye, "Scheiding Kerk en Staat in een Multi-levensbeschouwelijke maatschappij. Historische en prospectieve studie van artikel 21 van de Grondwet", dans CDPK, 2009, p. 449.
3. Ibidem, pp. 435-473.
4. F. Rigaux, "Le respect des droits fondamentaux par les institutions non étatiques", note en marge de Cass., 20 octobre 1994, dans R.C.J.B., 1996, pp. 124 et suivantes.
5. P. Lemmens, «De kerkelijke overheid in de greep van de wereldlijke rechter?», dans Rechtsbescherming in de Kerk, Louvain, 1991, 80, n° 16.
6. C.E.D.H., 25 mai 1993, « Kokkinadis c/ Grèce », requête n° 14307/88, § 33.
7. C.E.D.H., 20 juillet 2001, « Pellegrini c/ Italie », requête n° 30882/96.
8. H. Vuye, op.cit., pp. 465-466; P. Marchal, "Chronique de jurisprudence", Rev. Dr. Intern. et Dr. Comparé, 2004, p. 242.
9. H. Vuye, op.cit., p. 468.
10. M.B., 2 mai 2007.

Coordination des concepts légaux liés aux convictions

La proposition d'un concept unifié de « communautés convictionnelles » a déjà été présentée. Ce concept se substitue aux notions de « cultes (reconnus) » et de « organisations (reconnues par la loi) qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle ». Cette proposition laisse toutefois subsister les deux appellations de « ministre » et de « délégué » selon que la conviction est confessionnelle ou non confessionnelle. De même, les deux appellations d' « aumônier » et de « conseiller » (moral ou islamique) pourraient subsister, du moins dans la mesure où l'on estimerait que le concept d'aumônier est revêtu d'un sens commun plus général et non limité à une conviction.

Dans un souci de simplification et de meilleur respect de l'autonomie des communautés convictionnelles, il est également proposé que les très divers concepts spécifiques, souvent (mais pas toujours) propres aux usages internes des communautés (curé, pasteur, rabbin, imam, chapelain etc.) ne soient plus visés par l'avant-projet de loi, ni par les normes relatives au cadre des communautés locales.

Enfin, l'usage parallèle ou alternatif des notions d' « organe représentatif » et de « chef de culte » devrait être abandonné au profit de la seule notion d' « organe représentatif », sans toutefois que cela n'entraîne de modification quant à l'interprétation du concept de « représentativité » au sein de communautés convictionnelles confessionnelles et non-confessionnelles.

Ces trois propositions ne suffisent toutefois pas à éliminer la diversité bien plus vaste encore des concepts légaux liés aux convictions utilisés par le droit belge : religieux, ministre du culte, ministre d'un culte, état ecclésiastique, « autres ecclésiastiques », « personnes qui vivent dans une communauté en vue de réaliser un objectif religieux ou philosophique », culte, religion, philosophie, bénédiction, nombre d'âmes, etc.

Il n'est pas en soi nécessaire, ni peut-être même souhaitable, que ce vocabulaire soit complètement unifié à travers la législation. La réforme institutionnelle de l'Etat rend d'ailleurs cette unification moins imaginable encore. Les concepts légaux liés à des convictions doivent être considérés comme les accessoires de la norme au sein de laquelle ils s'inscrivent, prenant des sens et des extensions variables selon le contexte ou le but de cette norme.

En revanche, une ambiguïté fréquente est liée à l'existence d'un régime de reconnaissance des communautés convictionnelles. Par exemple, comme on l'a déjà indiqué, l'usage de la notion de « ministre d'un culte » est elle-même polysémique : vise-t-elle les seuls ministres rémunérés, tous les ministres d'une communauté convictionnelle reconnue, tous les ministres de toute communauté convictionnelle... ? Qu'en est-il également des ministres des communautés convictionnelles admis à la pension, et selon qu'ils assurent encore ou non une fonction dans une communauté locale reconnue ?

La reconnaissance du bouddhisme comme organisation philosophique non confessionnelle (visée par l'avant-projet), de même que l'introduction proposée de la catégorie de l'enregistrement conduisent nécessairement à devoir lever ces derniers types d'ambiguïtés liés à l'existence d'un régime public.

Le Groupe de travail propose une grille d'adaptation des législations en vue d'une mise en cohérence des concepts et de leurs interprétations. Une recommandation légistique en découlerait pour l'avenir.

Il convient d'abord de vérifier si la référence à des notions convictionnelles s'intègre au régime d'enregistrement et de reconnaissance, et dès lors ne vise que des communautés convictionnelles faisant l'objet d'un soutien matériel, essentiellement financier, dans le cadre de l'Etat-Providence.

Si oui, il convient de vérifier jusqu'à quel niveau de la cascade d'enregistrement et de reconnaissance se déploie cette référence. En effet, il s'agit d'examiner si le simple rattachement à une communauté convictionnelle enregistrée ou reconnue suffit à justifier l'effet de droit visé, ou s'il s'agit de limiter strictement cet effet à un financement ou une rémunération publique directe.

Toute référence spécifique à la notion de reconnaissance, qui ne serait pas liée à l'octroi d'un tel financement ou rémunération publique directe, pourrait alors soit viser le bon fonctionnement social de la communauté convictionnelle reconnue, soit constituer un effet de pure légitimité symbolique. La justification de ce dernier serait particulièrement délicate au regard du principe de non-discrimination.

On trouvera ces ambiguïtés tant pour l'exemption du service militaire au bénéfice des seuls ministres et délégués reconnus, que pour l'incapacité de recevoir qui les

frappe au titre de l'article 909 du Code civil : la doctrine a pu y voir une condition de bon fonctionnement des communautés convictionnelles dont l'utilité sociale est soutenue financièrement par l'Etat, et non pas un simple privilège. La Cour européenne des droits de l'homme a ainsi admis le caractère non discriminatoire d'une exemption du service militaire réservée aux seuls ministres d'un culte reconnu.

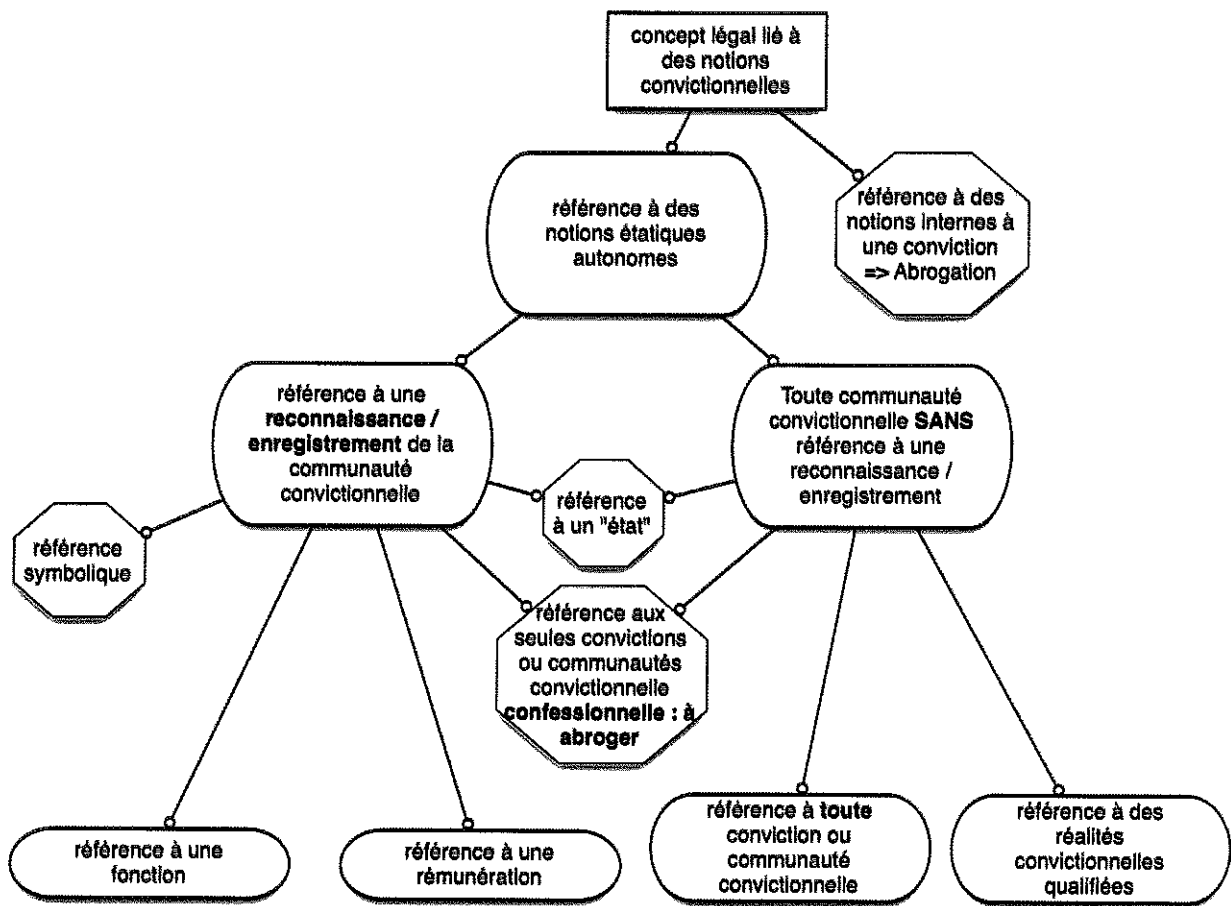
Certaines notions, comme celle d'état ecclésiastique, semble viser non plus directement une fonction dont l'intéressé pourrait se défaire, mais une qualité intrinsèque de sa personne. Une telle qualification se révèle particulièrement délicate au regard de la lutte contre la discrimination. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme semble réticente : elle a condamné l'ambiguïté qu'une loi pourrait laisser subsister entre état et fonction ecclésiastique. Elle a aussi condamné à de nombreuses reprises l'obligation de révélation d'une appartenance convictionnelle, maçonnique en l'occurrence. Le Groupe de travail a proposé que cette notion se voit substituer une référence à une fonction.

Enfin, il conviendrait de spécifier clairement quelles notions doivent être interprétées de la façon la plus ouverte, pour viser l'ensemble des convictions et communautés convictionnelles bénéficiant des garanties constitutionnelles de base. Lever cette ambiguïté ne suffit cependant pas nécessairement.

Pour certains membres du Groupe de travail, octroyer un régime législatif pénal spécifique au fait convictionnel, même étendu à toutes les convictions *confessionnelles ou non*, n'est plus admissible dans une société sécularisée et pluraliste, dont la protection devrait être assurée par des règles de droit pénal. Dans une telle perspective, les dispositions pénales protégeant (art. 145 et s. code pénal) ou incriminant les seuls ministres des cultes (art. 267 et s. du Code pénal) devraient être abrogées plutôt qu'étendues à toutes les communautés convictionnelles.

Les tableaux qui suivent illustrent la diversité des usages législatifs, et indique en vis-à-vis les catégories à viser au gré de l'interprétation du droit positif, tel que revue selon les propositions du Groupe de travail.

Schéma général



Tableau

Légende :

MCC DCC = ministre / délégué de toute communauté convictionnelle

MCCE DCCE = tout ministre / délégué de communauté convictionnelle enregistrée

MCCR DCCR = tout ministre / délégué de communauté convictionnelle reconnue

MRCCR DRCCR = ministre ou délégué rémunéré sur budget public

Concepts	Normes	Proposition
« les ministres d'un culte reconnu par l'Etat et les délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle »	articles 223 et 224 du Code judiciaire (mod. loi 21 décembre 2009)	MCC DCC <u>MCCE DCCE</u> MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« à l'égard des ministres du culte et autres ecclésiastiques, ainsi qu'à l'égard des délégués du Conseil Central Laïque »	article 909 du code civil	MCC DCC <u>MCCE DCCE</u> MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« tout ministre d'un culte qui procédera à la bénédiction nuptiale »	article 267 du Code pénal	<u>MCC DCC</u> MCCE DCCE MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« le ministre d'un culte, dans l'exercice de son ministère »	article 145 du Code pénal	<u>MCC DCC</u> MCCE DCCE MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« les exercices d'un culte qui se pratiquent dans un lieu destiné ou servant habituellement au culte ou dans les cérémonies publiques de ce culte »	article 143 du Code pénal	<u>MCC DCC</u> MCCE DCCE MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« l'orientation religieuse ou philosophique »	article 374 du Code civil	<u>MCC DCC</u> MCCE DCCE MCCR DCCR MRCCR DRCCR

« toutes autres personnes dépositaires, par état »	article 458 du Code pénal	<u>MCC DCC</u> MCCE DCCE MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« l'état ecclésiastique »	article 293 du Code judiciaire	MCC DCC MCCE DCCE <u>MCCR DCCR</u> MRCCR DRCCR
« les objets servant à l'exercice du culte »	article 1408 du Code judiciaire	MCC DCC <u>MCCE DCCE</u> MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« l'exercice public d'un culte, ou de l'assistance morale laïque »	article 12 du CIR	MCC DCC <u>MCCE DCCE</u> MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« tout groupement à vocation philosophique ou religieuse, ou se prétendant tel (...) »	article 2 de la du 2 juin 1998 portant création d'un Centre d'Information et d'Avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une Cellule administrative de Coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles.	<u>MCC DCC</u> MCCE DCCE MCCR DCCR MRCCR DRCCR
1° les ministres des cultes visés à l'Art. 117 de la Constitution, ainsi que, à leur demande, les conseillers de philosophie non confessionnelle; 2° ceux qui font partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays sans appartenir au personnel domestique salarié; 3° ceux qui se consacrent exclusivement et d'une façon continue aux travaux d'une œuvre de mission à l'extérieur du pays, approuvés par les autorités attitrées d'un des cultes visés au 1° ci-dessus; 4° ceux qui se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et qui sont étudiants en théologie dans un établissement reconnu par le chef du culte en question	article 8 de la Loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens (suspendu)	MCC DCC <u>MCCE DCCE</u> MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« les cours de religion et de morale d'un	Article 24 de la	MCC DCC

des cultes reconnus, et le cours de morale non confessionnelle »	Constitution ; Loi du 29 mai 1959, dite du Pacte scolaire, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement	MCCE DCCE <u>MCCR DCCR</u> MRCCR DRCCR
« 2° (...) associations philosophiques qui correspondent aux courants philosophiques les plus représentatifs » (...); 4° des associations philosophiques autres que celles agréées sous 2, étant entendu qu'une association philosophique représentative au maximum soit agréée par culte légalement reconnu; »	Arrêté du 15 octobre 1999 du Gouvernement flamand concernant les conditions, la procédure et la durée de l'agrément des associations philosophiques [...] pour la réalisation de programmes de radio et/ou de télévision à la " Vlaamse Radio- en Televisie-omroep (VRT)	MCC DCC MCCE DCCE <u>MCCR DCCR</u> MRCCR DRCCR
« 9° une cérémonie funéraire selon le culte catholique; 10° une cérémonie funéraire selon le culte protestant; 11° une cérémonie funéraire selon le culte anglican; 12° une cérémonie funéraire selon le culte orthodoxe; 13° une cérémonie funéraire selon le culte juif; 14° une cérémonie funéraire selon le culte islamique; 15° une cérémonie funéraire selon la conviction laïque; 16° une cérémonie funéraire selon la conviction philosophique neutre. »	Ordonnance Bruxelloise du 29 novembre 2007 portant fixation des modes de sépulture, de la destination des cendres ainsi que des rites de la conviction philosophique pour les funérailles pouvant figurer dans l'acte de dernières volontés	MCC DCC MCCE DCCE <u>MCCR DCCR</u> MRCCR DRCCR
« une parcelle permettant le respect des rites de funérailles et de sépultures des cultes reconnus. » (...)	Décret wallon du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures	MCC DCC <u>MCCE</u> DCCE MCCR DCCR MRCCR DRCCR
« cérémonies cultuelles ou philosophiques non confessionnelles des indigents » « le rite confessionnel ou non confessionnel pour les obsèques »		



5.

Avant-projet de loi

**LOI RELATIVE AUX COMMUNAUTES
CONVICTIONNELLES**

Projet de texte

TITRE I^{er}. -Définitions

TITRE II. Enregistrement et reconnaissance des communautés convictionnelles

Titre III. Organe représentatif

Titre IV. Ministres et délégués des communautés convictionnelles

Chapitre 1er. Dispositions générales

Chapitre 2. Fixation du cadre

Chapitre 3. Position sociale

Chapitre 4. Traitements

Chapitre 5. Pensions

Chapitre 6. Incompatibilités

Titre V. -Conseil supérieur des communautés convictionnelles

Titre VI. Enquête scientifique

Titel VII. Mesures transitoires

TITRE VIII. Dispositions finales (abrogation, modification de législation, etc.)

TITRE I^{er}. -

DEFINITIONS

Art. 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, on entend par:

a) *communauté convictionnelle*: la

**WET BETREFFENDE DE
LEVENSBESCHOUWINGEN**

Ontwerptekst

Titel I. Begripsbepalingen

Titel II. Registratie en erkenning van de levensbeschouwingen

Titel III. Representatief orgaan

Titel IV. Bedienaren en afgevaardigden van de levensbeschouwingen

Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen

Hoofdstuk 2. Vaststelling van het kader

Hoofdstuk 3. Sociale positie

Hoofdstuk 4. Wedden

Hoofdstuk 5. Pensioenen

Hoofdstuk 6. Onverenigbaarheden

Titel V. Hoge raad voor levensbeschouwingen

Titel VI. Wetenschappelijk onderzoek

Titel VII. Overgangsmaatregelen

Titel VIII. Slotbepalingen (afschaffing, wijziging van wetgeving, enz.)

TITEL I. -

BEGRIJSBEPALINGEN.

Art. 1.- Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder

a) *levensbeschouwing* : de vaststelling van

définition d'un ensemble cohérent de valeurs et opinions fondamentales, développées et vécues de manière durable par une communauté structurée qui prône un sens global de la vie et invite à le vivre dans les faits et de façon rituelle ;

b) *enregistrement*: l'inscription d'une communauté convictionnelle dans un registre prévu à cet effet par le Roi ;

c) *reconnaissance*: la décision du Roi de financer une communauté convictionnelle ;

d) *registre des demandes* : le registre tenu auprès du Ministre de la Justice pour y consigner la réception de toutes pièces utiles, envoyées par recommandé par le demandeur d'un enregistrement ou d'une reconnaissance en tant que communauté convictionnelle ;

e) *ministre ou délégué* : le membre d'une communauté convictionnelle enregistrée ou reconnue chargé de l'exercice de la conviction sur une base individuelle ou collective ;

f) *organe représentatif*: l'interlocuteur de la communauté convictionnelle vis-à-vis de l'autorité civile ;

g) *bénévole* : la personne non rémunérée investie des mêmes missions et compétences que les ministres ou délégués de la communauté convictionnelle. Les stagiaires sont considérés comme des bénévoles.

Art. 2.

§ 1er. Une communauté convictionnelle peut être qualifiée de *confessionnelle* ou de

een samenhangend geheel van fundamentele waarden en inzichten, ontwikkeld en duurzaam beleefd door een gestructureerde gemeenschap, waarbij een brede levenszingeving wordt voorop gesteld en men tot een feitelijke en rituele beleving ervan wordt uitgenodigd.

b) *registratie*: het opnemen van een levensbeschouwing in een daartoe door de Koning voorzien register.

c) *erkenning*: de beslissing van de Koning waarbij een levensbeschouwing gefinancierd wordt.

d) *register voor levensbeschouwingen*: een bij de Minister van Justitie bijgehouden register met daarin genoteerd de ontvangst van alle nuttige stukken, aangetekend verzonden door de aanvrager van een registratie of erkenning als levensbeschouwing

e) *bedienaar of afgevaardigde* : het lid van een geregistreerde of erkende levensbeschouwing belast met de uitoefening van de levensbeschouwing op individuele of collectieve basis.

f) *representatief orgaan*: de gesprekspartner van de levensbeschouwing tegenover de burgerlijke overheid.

g) *vrijwilliger*: de onbezoldigde persoon die dezelfde opdrachten en dezelfde bevoegdheden heeft als de bedienaren of afgevaardigden van de levensbeschouwing. De stagiairs worden beschouwd als vrijwilligers.

Art. 2.-

§ 1. Een levensbeschouwing kan *confessioneel* of *niet-confessioneel*

non confessionnelle.

§ 2. La notion de *communauté convictionnelle confessionnelle* ou *religion* inclut également l'ancienne notion de culte.

TITRE II.-

ENREGISTREMENT ET RECONNAISSANCE DES COMMUNAUTÉS CONVICTIENNELLES

Chapitre I^{er}. -

Dispositions générales

Art. 3.-

§ 1^{er}. Une communauté convictionnelle peut être admise en qualité de *communauté convictionnelle enregistrée* ou soutenue financièrement en qualité de *communauté convictionnelle reconnue*.

§ 2. L'admission en qualité de communauté convictionnelle enregistrée produit les effets juridiques prévus par le législateur.

§ 3. La reconnaissance en qualité de communauté convictionnelle soutenue financièrement produit les effets juridiques prévus par le législateur tels qu'accordés à ce jour aux *cultes reconnus et aux communautés philosophiques non confessionnelles reconnues*.

§ 4. L'admission en qualité de communauté convictionnelle enregistrée ne procure aucun droit à une reconnaissance ultérieure en tant que communauté convictionnelle soutenue financièrement.

Art. 4.- L'admission et/ou la reconnaissance d'une *communauté convictionnelle confessionnelle ou non confessionnelle* n'impliquent aucun jugement de valeur sur

genoemd worden .

§ 2. Het begrip *confessionele levensbeschouwing* omvat tevens de vroegere begrippen levensbeschouwingen cultus.

TITEL II.-

REGISTRATIE EN ERKENNING VAN DE LEVENSBESCHOUWINGEN

HOOFDSTUK I.

Algemene bepalingen

Art. 3.-

§ 1. Een levensbeschouwing kan aanvaard worden als *geregistreerde levensbeschouwing* of financieel gesteund worden als *erkende levensbeschouwing*.

§ 2. De aanvaarding als geregistreerde levensbeschouwing brengt de rechtsgevolgen met zich mee die de wetgever heeft bepaald.

§ 3. De erkenning als financieel gesteunde levensbeschouwing brengt de rechtsgevolgen met zich mee die de wetgever heeft bepaald en die tot op heden aan de *erkende levensbeschouwingen en niet-confessionele levensbeschouwingen* worden toegekend.

§ 4. De aanvaarding als geregistreerde levensbeschouwing verschaft geen enkel recht op een erkenning als financieel gesteunde levensbeschouwing nadien.

Art. 4.- De registratie en/of erkenning van een *levensbeschouwing* houdt geen waardeoordeel in van deze

cette communauté convictionnelle.

levensbeschouwing.

Chapitre II. -

Hoofdstuk II.-

De l'enregistrement de communautés convictionnelles

Registratie van levensbeschouwingen

Section I^{re} -

Afdeling I. -

Procédure de demande d'enregistrement

Aanvraagprocedure tot registratie.

Art. 5.-

Art. 5.-

§ 1^{er}. Pour entrer en considération en vue d'un enregistrement en qualité de communauté convictionnelle, le demandeur doit adresser une demande motivée d'enregistrement par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice.

§1. Om in aanmerking te komen voor registratie als levensbeschouwing moet de aanvrager een gemotiveerde aanvraag tot registratie, bij een ter post aangetekend schrijven, richten aan de Minister van Justitie.

§ 2. Le dossier de demande d'enregistrement doit contenir au moins les renseignements suivants :

§ 2. Het dossier voor de aanvraag van registratie moet tenminste de volgende inlichtingen bevatten:

1°) l'identification de la communauté convictionnelle dont l'enregistrement est demandé : nom, adresse, forme juridique civile telle que publiée au Moniteur belge et statuts ;

1°) de identificatie van de levensbeschouwing waarvan registratie wordt gevraagd: naam, adres, de burgerlijke rechtsvorm zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad en de statuten;

2°) les nom et adresse des responsables actuels de la communauté convictionnelle ;

2°) naam en adres van de huidige verantwoordelijken van de levensbeschouwing;

3°) une note explicative dans laquelle la communauté convictionnelle esquisse l'historique de son implantation sur le territoire belge ;

3°) een toelichtende nota waarin de levensbeschouwing een historische schets geeft van zijn inplanting op het grondgebied van België;

4°) une note explicative décrivant l'ensemble cohérent de valeurs et opinions fondamentales, le sens global de la vie, ainsi que le vécu de celui-ci dans les faits et de façon rituelle au sein de la communauté convictionnelle ;

4°) een toelichtende nota met een beschrijving van het samenhangend geheel van fundamentele waarden en inzichten, de brede levenszingeving, alsook de feitelijke en rituele beleving ervan binnen de levensbeschouwing;

5°) une note explicative dans laquelle la communauté convictionnelle précise sa structure et définit qui elle considère comme ministre ou délégué de sa communauté convictionnelle ;

6°) une déclaration écrite par laquelle les responsables s'engagent à écarter de l'organisation et du fonctionnement de la communauté convictionnelle tout individu qui agit ou appelle à agir en violation des principes établis dans la Constitution, les lois, les décrets et les ordonnances, ainsi que dans les conventions internationales en matière de protection des droits de l'homme ratifiées par la Belgique.

Art. 6.-

§ 1^{er}. Lorsque la demande d'enregistrement contient les renseignements et documents visés à l'article 5, § 2, le Ministre de la Justice envoie, par lettre recommandée à la poste, un récépissé au demandeur et inscrit la demande dans le registre des demandes. Le récépissé mentionne cette inscription dans le registre.

§ 2. Si le dossier de demande d'enregistrement n'est pas complet, le Ministre de la Justice en informe le demandeur et lui demande de compléter le dossier. Il prend la demande en considération après réception de toutes les pièces manquantes du dossier.

Section II. -

Conditions d'enregistrement

Art. 7.- Le Ministre de la Justice évalue la demande d'enregistrement sur la base des critères suivants :

1°) la complétude du dossier de demande

5°) een toelichtende nota waarin de levensbeschouwing haar structuur verduidelijkt, alsook vastlegt wie ze als bedienaar of afgevaardigde van haar levensbeschouwing beschouwt;

6°) een schriftelijke verklaring waarbij de verantwoordelijken zich ertoe verbinden om individuen die handelen of oproepen om te handelen in strijd met de principes welke zijn vastgelegd in de Grondwet, de wetten, de decreten, de ordonnances en in de internationale verdragen in zake de bescherming van de rechten van de mens welke door België werden geratificeerd, te weren uit de organisatie en de werking van de levensbeschouwing.

Art. 6.-

§ 1. Wanneer de aanvraag tot registratie de inlichtingen en stukken bevat, vermeld in artikel 5, §2, zendt de Minister Van Justitie, bij een per post aangetekende brief, een ontvangstbewijs aan de aanvrager en schrijft hij de aanvraag in het aanvraagregister in. Het ontvangstbewijs vermeldt deze registratie.

§ 2. Is het aanvraagdossier voor registratie niet volledig, dan deelt de Minister van Justitie dit aan de aanvrager mee en verzoekt hem het dossier te vervolledigen. Hij neemt de aanvraag in behandeling na ontvangst van al de ontbrekende dossierstukken.

Afdeling II. -

Registratievoorwaarden

Art. 7.- De Minister van Justitie beoordeelt de aanvraag tot registratie op basis van de volgende criteria :

1°) de volledigheid van het aanvraagdossier

conformément à l'article 5, § 2 ;

2°) la représentativité du demandeur pour la communauté convictionnelle qu'il prétend représenter ;

3°) la participation libre, publique et accessible aux événements solennels de la communauté convictionnelle ;

4°) la présence d'au moins cinq implantations pendant au moins cinq ans et sous le même nom sur le territoire belge, placées de manière permanente au service de la communauté convictionnelle ;

5°) le souhait de la communauté convictionnelle de vivre sa conviction en groupe et à titre individuel dans les faits et de façon rituelle, un ensemble cohérent de valeurs et opinions fondamentales et un sens global de la vie étant prévus à cet effet ;

6°) les objectifs, l'enseignement, les services et l'organisation interne de la communauté convictionnelle ne peuvent en aucun cas, ni à titre individuel, ni de façon collective, être contraires à la législation relative à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à la sûreté de l'Etat ;

7°) l'engagement de la communauté convictionnelle à écarter de l'organisation et du fonctionnement de la communauté convictionnelle tout individu qui agit ou appelle à agir en violation des principes établis dans la Constitution, les lois, les décrets et les ordonnances, ainsi que dans les conventions internationales en matière de protection des droits de l'homme ratifiées par la Belgique.

8°) l'avis donné par le Centre d'information

overeenkomstig artikel 5, §2;

2°) de representativiteit van de aanvrager voor de levensbeschouwing die hij beweert te vertegenwoordigen;

3°) de vrije, openbare en toegankelijke deelname aan de beleving van het ernstige levensbeschouwelijke gebeuren van de betreffende levensbeschouwing;

4°) de aanwezigheid van ten minste vijf inplantingen gedurende ten minste vijf jaar en onder dezelfde naam op het grondgebied van België, die permanent ten dienste staan van de levensbeschouwing;

5°) de wens van de levensbeschouwing om de levensbeschouwing als groep en individueel feitelijk en ritueel te beleven en daarvoor een samenhangend geheel van fundamentele waarden en inzichten, alsook een brede levenszingeving, voorziet;

6°) de doelstellingen, het onderwijs, de diensten en de interne organisatie van de levensbeschouwing mogen in geen geval noch individueel, noch collectief strijdig zijn met de wetgeving die de openbare orde, de goede zeden en de veiligheid van de staat betreft;

7°) de verbintenis van de levensbeschouwing om individuen, die handelen of oproepen om te handelen in strijd met de principes welke zijn vastgelegd in de Grondwet, de wetten, de decreten, de ordonnances en in de internationale verdragen in zake de bescherming van de rechten van de mens welke door België werden geratificeerd, te weren uit de organisatie en de werking van de levensbeschouwing,

8°) een advies opgesteld door het

et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles.

Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties.

Section III. -

Afdeling III. -

L'enregistrement

Registratie.

Art. 8.- Le Ministre de la Justice prend une décision motivée par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Il notifie cet arrêté au demandeur par lettre recommandée à la poste. Le demandeur est inscrit sans délai au registre des communautés convictionnelles.

Art. 8.- De Minister van Justitie neemt, na overleg in de Ministerraad, een beslissing bij gemotiveerd besluit. Hij geeft, bij een ter post aangetekende brief, kennis van dit besluit aan de aanvrager. De aanvrager wordt onverwijld in het register van levensbeschouwingen ingeschreven.

Art. 9.- L'inscription au registre des communautés convictionnelles a pour effet que le demandeur peut bénéficier d'un certain nombre de droits et libertés que la législation belge en vigueur accorde aux communautés convictionnelles et en particulier :

Art. 9.- Opname in het register van levensbeschouwingen brengt met zich mee dat de aanvrager kan genieten van bepaalde rechten en vrijheden toegekend aan de levensbeschouwingen zoals voorzien door de in België vigerende wetgeving, en meer in het bijzonder :

1°) la reconnaissance de l'organe représentatif en qualité d'interlocuteur vis-à-vis de l'autorité civile ;

1°) de l'erkenning van het representatief orgaan als de gesprekspartner tegenover de burgerlijke overheid.

2°) les mesures de protection contenues dans le Code pénal en faveur des ministres et délégués des communautés convictionnelles enregistrées :

2°) de beschermingsbepalingen van het Strafwetboek voor de bedienaren en afgevaardigden van de geregistreerde levensbeschouwingen:

- a) l'article 142 du Code pénal, aux termes duquel le fait de contraindre ou d'empêcher la participation à un événement religieux est punissable ;
- b) les articles 143 et 144 du Code pénal, aux termes desquels les troubles, les désordres et les outrages en rapport avec les communautés convictionnelles sont punissables ;
- c) les articles 145 et 146 du Code pénal, aux termes desquels les outrages et coups à un ministre ou

- a) het artikel 142 Sw. dat de dwang tot – of de verhindering van deelname aan een levensbeschouwelijke bijeenkomst strafbaar stelt;
- b) de artikelen 143 en 144 Sw. die stoornis, wanorde en beschimpingen in verband met de levensbeschouwingen sanctioneren;
- c) de artikelen 145 en 146 Sw. die smaad en slagen toegediend aan een bedienaar of afgevaardigde

délégué d'un culte dans l'exercice de ses fonctions sont punissables ;	van een levensbeschouwing in de uitoefening van zijn ambt bestraft;
d) l'article 228 du code pénal, aux termes duquel l'habit de la fonction est protégé ;	d) artikel 228 Sw. dat de ambtskledij beschermt;
3°) les dispositions de droit fiscal en faveur des communautés convictionnelles :	3°) de fiscaalrechterlijke bepalingen voor de levensbeschouwingen :
a) l'exonération du précompte immobilier en vertu des articles 12, § 1 ^{er} , 253, 1°, et 253, 3°, du Code des impôts sur les revenus de 1992 ;	a) vrijstelling van onroerende voorheffing krachtens de artikelen 12§1, 253, 1° en 253, 3° Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;
b) l'exonération de la taxe pour affiches annonçant des conférences ou réunions publiques conformément à l'article 198, 5°, du Code des taxes assimilées au timbre;	b) vrijstelling van belasting voor plakbrieven ter aankondiging van openbare voordrachten of vergaderingen overeenkomstig artikel 198, 3° Wetboek van de met zegel gelijkgestelde taksen,
c) l'exonération de la TVA en vertu de l'article 44, § 2, 11° et 12°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée ;	c) vrijstelling voor BTW krachtens artikel 44 §2, 11° en 12° BTW-wetboek;
d) l'exonération de l'impôt des sociétés dans les conditions prévues à l'article 182, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 ;	d) vrijstelling van vennootschapsbelasting onder de voorwaarden van art. 182, derde lid van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;
e) l'application de l'article 140, 2°, du Code des droits d'enregistrement ;	e) toepassing van art. 140,2° Wetboek Registratierechten,
f) l'application de l'article 59, 2°, du Code des droits de succession.	f) toepassing van art. 59, 2° Wetboek Successierechten
4° l'art. 1408 § 1, 3° (code judiciaire), concernant	4° Art. 1408, § 1, 3° van het gerechtelijk wetboek

Chapitre III -

Hoofdstuk III. -

De la reconnaissance de communautés convictionnelles

Erkenning van levensbeschouwingen

Section I^{re} -

Afdeling I. -

Procédure de demande de reconnaissance

Aanvraagprocedure tot erkenning

Art. 10.- Pour introduire une demande de reconnaissance d'une communauté convictionnelle, celle-ci doit être

Art. 10.- Om een aanvraag tot erkenning van een levensbeschouwing in te dienen dient de levensbeschouwing ten minste

enregistrée depuis au moins cinq ans.

Art. 11.-

§ 1^{er}. Pour entrer en considération en vue d'une reconnaissance en tant que communauté convictionnelle, le demandeur doit adresser une demande motivée de reconnaissance par lettre recommandée à la poste au Roi, représenté en la matière par le Ministre de la Justice.

§ 2. Le dossier de demande de reconnaissance doit contenir au moins les renseignements suivants :

1°) l'identification de l'organe représentatif de la communauté convictionnelle enregistrée dont la reconnaissance est demandée: nom, adresse, forme juridique civile telle que publiée au Moniteur belge et statuts ;

2°) les nom et adresse des responsables actuels de la communauté convictionnelle ;

3°) une estimation conforme à la réalité et établie de bonne foi des adeptes actuels de la communauté convictionnelle, en ce compris un aperçu des implantations sur le territoire belge ;

4°) une note explicative dans laquelle la communauté convictionnelle précise sa structure et définit qui elle considère comme ministre ou délégué de sa communauté convictionnelle ;

5°) une déclaration écrite par laquelle les responsables s'engagent à agir conformément aux principes établis dans la Constitution, les lois, les décrets et les ordonnances, ainsi que dans les conventions internationales en matière de

sinds vijf jaar geregistreerd te zijn.

Art. 11.-

§ 1. Om in aanmerking te komen voor erkenning als levensbeschouwing moet de aanvrager een gemotiveerde aanvraag tot erkenning, bij een ter post aangetekende brief, richten aan de Koning, hierin vertegenwoordigd door de Minister van Justitie.

§ 2. Het dossier voor de aanvraag tot erkenning moet tenminste de volgende inlichtingen bevatten:

1°) de identificatie van het representatief orgaan voor de geregistreerde levensbeschouwing waarvan erkenning wordt gevraagd: naam, adres, de burgerlijke rechtsvorm zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad en de statuten;

2°) naam en adres van de huidige verantwoordelijken van de levensbeschouwing;

3°) een waarachtige en te goeder trouw opgestelde schatting van de huidige aanhang van de betrokken levensbeschouwing met inbegrip van een overzicht van de inplantingen op het grondgebied van België;

4°) een toelichtende nota waarin de levensbeschouwing haar structuur verduidelijkt, alsook vastlegt wie ze als bedienaar of afgevaardigde van haar levensbeschouwing beschouwt;

5°) een schriftelijke verklaring waarbij de verantwoordelijken zich ertoe verbinden te handelen overeenkomstig de principes welke zijn vastgelegd in de Grondwet, de wetten, de decreten, de ordonnances en in de internationale verdragen inzake de

protection des droits de l'homme ratifiées par la Belgique ;

6°) une note explicative par laquelle la communauté convictionnelle démontre sa pertinence sociale, son implantation dans notre société et sa contribution constructive au fonctionnement de celle-ci.

Art. 12.-

§ 1^{er}. Lorsque la demande de reconnaissance comporte les renseignements et documents visés à l'article 11, § 2, le Ministre de la Justice envoie, par lettre recommandée à la poste, un récépissé au demandeur et enregistre la demande, au même jour, dans le registre des demandes.

§ 2. Si le dossier de demande de reconnaissance n'est pas complet, le Ministre de la Justice en informe le demandeur et lui demande de compléter le dossier. Il prend la demande en considération après réception de toutes les pièces manquantes du dossier.

Section II. -

Conditions de reconnaissance

Art. 13.- Le Ministre de la Justice évalue la demande de reconnaissance sur la base des critères suivants :

1°) la complétude du dossier de demande conformément à l'article 11, § 2 ;

2°) la représentativité de l'organe demandeur vis-à-vis de l'autorité civile et du monde extérieur ;

3°) le respect des engagements pris lors de l'enregistrement

4°) un nombre minimal de 25 000 adeptes,

bescherming van de rechten van de mens welke door België werden geratificeerd;

6°) een toelichtende nota waaruit de levensbeschouwing zijn maatschappelijke relevantie aantoot, zijn inbedding in onze maatschappij en zijn constructieve bijdrage aan de werking ervan.

Art. 12.-

§ 1. Wanneer de aanvraag tot erkenning de inlichtingen en stukken bevat, vermeld in artikel 11, §2, zendt de Minister Van Justitie, bij een per post aangetekende brief, een ontvangstbewijs aan de aanvrager en schrijft hij de aanvraag in het aanvraagregister in.

§ 2. Is het aanvraagdossier voor erkenning niet volledig, dan deelt de Minister van Justitie dit aan de aanvrager mee en verzoekt hem het dossier te vervolledigen. Hij neemt de aanvraag in behandeling na ontvangst van al de ontbrekende dossierstukken.

Afdeling II. -

Erkenningsvoorwaarden

Art. 13.- De Minister van Justitie beoordeelt de aanvraag tot erkenning op basis van de volgende criteria :

1°) de volledigheid van het aanvraagdossier overeenkomstig artikel 11, §2;

2°) de representativiteit van het aanvragende orgaan naar de burgerlijke overheid en de buitenwereld toe;

3°) de naleving van de verbintenissen aangegaan bij de registratie

4°) een aanhang van ten minste 25.000

répartis entre au moins dix implantations sur le territoire Belge, qu'il convient d'évaluer sur la base d'enquêtes périodiques organisées par le Roi parmi la population ;

5°) l'utilité sociale de la communauté convictionnelle

6°) le souhait de la communauté convictionnelle de vivre sa conviction en groupe et à titre individuel dans les faits et de façon rituelle, un ensemble cohérent de valeurs et opinions fondamentales et un sens global de la vie étant prévus à cet effet ;

7°) les objectifs, l'enseignement, les services et l'organisation interne de la communauté convictionnelle qui ne peuvent en aucun cas, ni à titre individuel, ni de façon collective, être contraires à la législation relative à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à la sûreté de l'Etat;

8°) l'engagement de la communauté convictionnelle à écarter de l'organisation et du fonctionnement de la communauté convictionnelle, conformément à l'article 11, § 2, 5°, tout individu qui agit ou appelle à agir en violation des principes établis dans la Constitution, les lois, les décrets et les ordonnances, ainsi que dans les conventions internationales en matière de protection des droits de l'homme ratifiées par la Belgique ;

9°) l'avis des gouvernements régionaux.

Section III. –

Reconnaissance

Art. 14.- Le Roi prend une décision par arrêté motivé. Il notifie cet arrêté au

leden verspreid over ten minste tien inplantingen op het grondgebied van België, te beoordelen op basis van door de Koning georganiseerde periodieke bevragingen bij de bevolking;

5°) het maatschappelijk nut van de levensbeschouwing

6°) de wens van de levensbeschouwing om de levensbeschouwing als groep en individueel feitelijk en ritueel te beleven en daarvoor een samenhangend geheel van fundamentele waarden en inzichten, alsook een brede levenszingeving, voorzien;

7°) de doelstellingen, het onderwijs, de diensten en de interne organisatie van de levensbeschouwing mogen in geen geval noch individueel, noch collectief strijdig zijn met de wetgeving die de openbare orde, de goede zeden en de veiligheid van de staat betreft;

8°) de verbintenis van de levensbeschouwing om individuen, die handelen of oproepen om te handelen in strijd met de principes welke zijn vastgelegd in de Grondwet, de wetten, de decreten, de ordonnances en in de internationale verdragen in zake de bescherming van de rechten van de mens welke door België werden geratificeerd, te weren uit de organisatie en de werking van de levensbeschouwing overeenkomstig artikel 11, § 2, 5°;

9°) het advies van de Gewestregeringen.

Afdeling III. –

Erkenning

Art. 14.- De Koning neemt een beslissing bij gemotiveerd besluit. Hij geeft, bij een ter

demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 15 Par dérogation aux articles 10 à 14, les communautés convictionnelles dont les ministres et délégués reçoivent un traitement et une pension à charge de l'Etat sont considérés comme communautés convictionnelles reconnues.

§2 Par dérogation aux articles 10 à 14, la communauté convictionnelle bouddhique est considérée comme communauté convictionnelle reconnue.

§3 Le Roi reconnaît par arrêté royal les organes représentatifs des communautés convictionnelles visées aux §1 et §2.

Art. 16.- La reconnaissance de la communauté convictionnelle a pour effet que le demandeur peut bénéficier d'un certain nombre de droits et libertés que la législation belge en vigueur accorde aux communautés convictionnelles et en particulier :

1°) la reconnaissance de l'organe représentatif en qualité d'interlocuteur vis-à-vis de l'autorité civile ;

2°) le financement de l'organe représentatif ;

3°) l'organisation d'un enseignement convictionnel en vertu des dispositions de l'article 24 de la Constitution coordonnée

4°) le paiement des traitements et pensions des ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues, en vertu de l'article 181 de la Constitution coordonnée ;

post aangetekende brief, kennis van dit besluit aan de aanvrager.

Art. 15 §1 In afwijking van de artikelen 10 tot en met 14 worden de levensbeschouwingen, waarvan de bedienaren en afgevaardigden een wedde of een pensioen genieten ten laste van de staat beschouwd als een erkende levensbeschouwing.

§2 In afwijking van de artikelen 10 tot en met 14 wordt de Boeddhistische levensbeschouwing beschouwd als een erkende levensbeschouwing.

§3 De koning erkent in een koninklijk besluit de representatieve organen van de onder §1 en 2 vermelde levensbeschouwingen.

Art. 16.- Erkenning van de levensbeschouwing brengt met zich mee dat de aanvrager kan genieten van alle rechten en vrijheden toegekend aan de levensbeschouwingen zoals voorzien door de in België vigerende wetgeving, en meer in het bijzonder :

1°) de erkenning van het representatief orgaan als de gesprekspartner van de burgerlijke overheid;

2°) de financiering van het representatief orgaan,

3°) de inrichting van levensbeschouwelijk onderwijs krachtens de bepalingen van artikel 24 Gecoördineerde Grondwet,

4°) de bezoldiging van de wedden en pensioenen van de bedienaren en afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen krachtens artikel 181 Gecoördineerde Grondwet,

- | | |
|---|--|
| 5°) l'obtention de la personnalité de droit public pour les administrations publiques chargées de la gestion des biens nécessaires à l'exercice de la communauté convictionnelle, assortie du contrôle de la comptabilité et des opérations civiles de ces administrations ; | 5°) het verkrijgen van publiekrechtelijke rechtspersoonlijkheid van de openbare besturen belast met het beheer van de goederen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de levensbeschouwing met bijhorend toezicht op de boekhouding en de burgerlijke verrichtingen van de besturen; |
| 6°) l'inscription au budget des administrations communales et provinciales de dépenses de secours pour les dépenses ordinaires obligatoires, ainsi que pour la construction et les réparations importantes aux édifices destinés à la communauté convictionnelle pour le cas où les recettes des institutions demeurent insuffisantes ; | 6°) het laten inschrijven op de begroting van de gemeentelijke en provinciale besturen van uitgaven aan hulp gelden voor verplichte gewone uitgaven, alsook de bouw en de grote herstellingen aan de voor de levensbeschouwing bestemde gebouwen in het geval de inkomsten van de instellingen ontoereikend blijken. |
| 7°) l'octroi d'un temps d'antenne sur la chaîne publique ; | 7°) de toekenning van zendtijd op de openbare omroep. |
| 8°) le paiement des traitements et pensions des ministres et délégués de l'assistance religieuse ou morale catégorielle ; | 8°) de bezoldiging van de wedden en pensioenen van de bedienaren en de afgevaardigden in de categoriale religieuze of morele bijstand. |
| 9°) l'autorisation accordée aux organismes de droit public et aux organismes d'assistance morale de recevoir des dons de contribuables conformément aux dispositions de l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 ; | 9°) de toelating aan de publiekrechtelijke cultuele instellingen en instellingen van morele dienstverlening om giften van de belastingplichtigen te ontvangen conform de bepalingen van art. 104 WIB 1992. |
| 10°) les avantages fiscaux accordés aux communautés convictionnelles enregistrées conformément à l'article 9 de la présente loi ; | 10°) de fiscaalrechtelijke voordelen van de geregistreerde levensbeschouwingen, zoals vermeld in voormeld artikel 9; |

11°) les dispositions énumérées ci-après, lesquelles sont applicables aux établissements de droit public des communautés convictionnelles reconnues : les articles 140, 1°, et 161, 2°, du Code des droits d'enregistrement, l'article 159-(1), 6°, du Code des droits de timbre, l'article 59, 1°, du Code des droits de succession, les articles 176-(2), 6°, et 198, 1°, du Code des taxes, l'article 6 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, l'article 221, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992, ainsi que l'article 198, 4°, du Code des taxes assimilées au timbre.

Chapitre IV. -

Retrait de l'enregistrement ou annulation de la reconnaissance

Section 1^{re}. -

Retrait de l'enregistrement d'une communauté convictionnelle

Art. 17.-

§ 1^{er}. Le Roi peut retirer, par arrêté motivé, l'enregistrement de la communauté convictionnelle qui ne remplit plus une ou plusieurs conditions d'enregistrement, fixées à l'article 5, § 2.

Avant de pouvoir procéder au retrait, le Roi invite la communauté convictionnelle à faire parvenir un dossier contenant les renseignements et documents désignés par le Roi, visés à l'article 5, § 2. Le dossier contiendra en outre les pièces justificatives et éléments relatifs aux critères fixés à l'article 7.

11°) op de publiekrechtelijke instellingen van de erkende levensbeschouwingen zijn de volgende bepalingen van toepassing : art. 140, 1° en art. 161, 2° Wetboek van Registratierechten; art.159-(1), 6° Wetboek Zegelrechten; art 59, 1° Wetboek Successierechten; art. 176 (2), 6° en art. 198, 1° Wetboek Taksen; art.6 BTW-Wetboek; art.221,1° Wetboek van de inkomstenbelasting 1992; art. 198, 4° Wetboek der met zegel gelijkgestelde taksen.

Hoofdstuk IV. -

Intrekking van registratie en/of opheffing van erkenning

Afdeling I. -

Opheffing van de registratie van een levensbeschouwing

Art. 17.-

§1. De Koning kan, bij gemotiveerd besluit, de registratie intrekken van de levensbeschouwing die niet meer voldoet aan één of meerdere registratievoorwaarden, bepaald in artikel 5, § 2.

Voor hij daartoe kan overgaan verzoekt de Koning de desbetreffende levensbeschouwing een dossier te bezorgen met de door de Koning aangeduide inlichtingen en de stukken, bedoeld in artikel 5, §2. Het dossier bevat daarnaast ook de verantwoordingsstukken en elementen betreffende de criteria bepaald in artikel 7.

La communauté convictionnelle dispose d'un délai de 100 jours pour envoyer le dossier au Roi, représenté en la matière par le Ministre de la Justice, à compter de la date d'envoi de l'invitation du Roi à la communauté convictionnelle.

§ 2. Le Roi notifie, par lettre recommandée à la poste, son arrêté motivé à la communauté convictionnelle.

Art. 18.-

§ 1^{er}. Sur la base d'une plainte ou pour cause de protection de l'intérêt public, de l'ordre public et des bonnes mœurs, le ministère public peut à tout moment intenter une action devant le tribunal de première instance de l'arrondissement où la communauté convictionnelle a son adresse afin de demander le retrait de l'enregistrement de cette communauté convictionnelle.

§ 2. Le ministère public informe le Ministre de la Justice de son action.

Section II. –

Annulation de la reconnaissance d'une communauté convictionnelle

Art. 19.-

§ 1^{er}. Le Roi peut annuler, par arrêté motivé, la reconnaissance de la communauté convictionnelle qui ne remplit plus une ou plusieurs conditions de reconnaissance, fixées à l'article 13.

De levensbeschouwing beschikt over een termijn van 100 dagen om het dossier naar de Koning, hierin vertegenwoordigd door de Minister van Justitie, te sturen te rekenen vanaf de datum waarop het verzoek van de Koning aan de levensbeschouwing is verzonden.

§2. De Koning geeft, bij een ter post aangetekende brief, kennis van zijn gemotiveerd besluit aan de levensbeschouwing.

Art. 18.-

§1. Het Openbaar Ministerie kan, op basis van een klacht of uit hoofde van de bescherming van het openbare belang, de openbare orde en de goede zeden te allen tijde een vordering voor de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement van het adres van de levensbeschouwing instellen, om de intrekking van de registratie van deze laatste te vorderen.

§2. Het Openbaar Ministerie stelt de Minister van Justitie in kennis van zijn vordering.

Afdeling II. –

Opheffing van de erkenning van een levensbeschouwing

Art. 19.-

§ 1. De Koning kan, bij gemotiveerd besluit, de erkenning opheffen van de levensbeschouwing die niet meer voldoet aan één of meerdere erkenningsvoorwaarden, bepaald in artikel 13.

Avant de pouvoir procéder à l'annulation, le Roi invite l'organe représentatif de la communauté convictionnelle à faire parvenir un dossier contenant les renseignements et documents désignés par le Roi, visés à l'article 11, § 2. Le dossier contiendra en outre les pièces justificatives et éléments relatifs aux critères fixés à l'article 13.

La communauté convictionnelle dispose d'un délai de 100 jours pour envoyer le dossier au Roi, représenté en la matière par le Ministre de la Justice, à compter de la date d'envoi de l'invitation du Roi à l'organe représentatif de la communauté convictionnelle.

§ 2. Le Roi notifie, par lettre recommandée à la poste, son arrêté motivé à l'organe représentatif de la communauté convictionnelle.

Art. 20.-

§ 1^{er}. Sur la base d'une plainte ou pour cause de protection de l'intérêt public, de l'ordre public et des bonnes mœurs, le ministère public peut à tout moment intenter une action devant le tribunal de première instance de l'arrondissement où l'organe représentatif de la communauté convictionnelle a son adresse afin de demander l'annulation de la reconnaissance de cette communauté convictionnelle.

§ 2. Le ministère public informe le Ministre de la Justice de son action.

Art. 21.- L'annulation de la reconnaissance entraîne automatiquement la mise en œuvre de la procédure visée à l'article 17

Voor hij daartoe kan overgaan verzoekt de Koning het representatief orgaan van de desbetreffende levensbeschouwing een dossier te bezorgen met de door de Koning aangeduide inlichtingen en de stukken, bedoeld in artikel 11, §2. Het dossier bevat daarnaast ook de verantwoordingsstukken en elementen betreffende de criteria bepaald in artikel 13.

De levensbeschouwing beschikt over een termijn van 100 dagen om het dossier naar de Koning, hierin vertegenwoordigd door de Minister van Justitie, te sturen, te rekenen vanaf de datum waarop het verzoek van de Koning aan het representatief orgaan van de levensbeschouwing is verzonden.

§ 2. De Koning geeft, bij een ter post aangetekende brief, kennis van zijn gemotiveerd besluit aan het representatief orgaan van de levensbeschouwing.

Art. 20.-

§ 1. Het Openbaar Ministerie kan, op basis van een klacht of uit hoofde van de bescherming van het openbare belang, de openbare orde en de goede zeden te allen tijde een vordering voor de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement van het adres van het representatief orgaan van de levensbeschouwing instellen, om de opheffing van de erkenning van deze laatste te vorderen.

§ 2. Het Openbaar Ministerie stelt de Minister van Justitie in kennis van zijn vordering.

Art. 21.- Opheffing van de erkenning heeft automatisch de start van de procedure,

et 18

bepaald in artikel 17 of 18, tot gevolg.

TITRE III -

TITEL III -

DES ORGANES REPRESENTATIFS

REPRESENTATIEVE ORGANEN

Art. 22.- Le Roi reconnaît les organes représentatifs des communautés convictionnelles enregistrées et reconnues.

Art. 22. - De Koning erkent de representatieve organen van de geregistreerde en erkende levensbeschouwingen.

Art. 23.

Art. 23.

§ 1^{er}. – L'organe représentatif d'une communauté convictionnelle doit disposer de la personnalité juridique, sous forme d'asbl, de fondation publique ou privée.

§ 1. – Het representatieve orgaan van een levensbeschouwing moet rechtspersoonlijkheid hebben, in de vorm van een vzw, of van een openbare of private stichting.

§ 2.

§ 2.

1° Les responsables de l'organe représentatif s'engagent à respecter toutes les normes de droit applicables en Belgique.

1° De verantwoordelijken van het representatieve orgaan verbinden zich ertoe alle rechtsnormen die in België van toepassing zijn na te leven.

2° Les responsables de l'organe représentatif ne peuvent exercer aucun mandat politique ou diplomatique.

2° De verantwoordelijken van het representatieve orgaan mogen geen enkel politiek of diplomatiek mandaat uitoefenen.

Art. 24.

Art. 24.

§ 1^{er}. L'organe représentatif d'une communauté convictionnelle enregistrée a pour mission de représenter la communauté convictionnelle auprès des autorités civiles, et notamment :

§ 1.– Het representatieve orgaan van een geregistreerde levensbeschouwing heeft als opdracht de levensbeschouwing te vertegenwoordigen bij de burgerlijke overheden, en inzonderheid :

- de veiller au respect des normes de droit applicable en Belgique par l'ensemble des ministres et délégués de la communauté convictionnelle et par l'ensemble des gestionnaires des communautés locales ;

- erop toe te zien dat alle bedienaars en afgevaardigden van de levensbeschouwing en alle beheerders van de lokale gemeenschappen de rechtsnormen die in België van toepassing zijn, naleven;

- de fournir annuellement au Ministre une liste des communautés locales, reconnues

- de minister jaarlijks een lijst te bezorgen van de al dan niet erkende lokale gemeenschappen van de

ou non, de la communauté convictionnelle. levensbeschouwing.

§ 2. L'organe représentatif d'une communauté convictionnelle reconnue a pour mission de représenter la communauté convictionnelle auprès des autorités civiles, et notamment :

- de nommer les ministres et délégués de la communauté convictionnelle ;

- de veiller à la formation des ministres et délégués de la communauté convictionnelle ;

- de proposer et d'instruire les dossiers de demandes de reconnaissance des communautés locales de la communauté convictionnelle ;

- de veiller au respect des normes de droit applicables en Belgique par l'ensemble des ministres et délégués de la communauté convictionnelle et par l'ensemble des gestionnaires des communautés locales ;

- de fournir annuellement au Ministre une liste des communautés locales, reconnues ou non, de la communauté convictionnelle ;

- de désigner le représentant de la communauté convictionnelle au sein du Conseil supérieur des communautés convictionnelles.

Art. 25.-

§ 1^{er}. - Le Roi détermine les modèles du budget et des comptes des organes représentatifs des communautés convictionnelles reconnues et fixe le règlement général des subsides accordés aux organes représentatifs des communautés convictionnelles reconnues.

§ 2. – Het representatieve orgaan van een erkende levensbeschouwing heeft als opdracht de levensbeschouwing te vertegenwoordigen bij de burgerlijke overheden, en inzonderheid :

- de bedienaars en afgevaardigden van de levensbeschouwing aan te stellen;

- toe te zien op de opleiding van de bedienaars en afgevaardigden van de levensbeschouwing;

- de dossiers van verzoeken tot erkenning van de lokale gemeenschappen van de levensbeschouwing voor te stellen en te onderzoeken;

- erop toe te zien dat alle bedienaars en afgevaardigden van de levensbeschouwing en alle beheerders van de lokale gemeenschappen de rechtsnormen die in België van toepassing zijn, naleven;

- de minister jaarlijks een lijst te bezorgen van de al dan niet erkende lokale gemeenschappen van de levensbeschouwing;

- de vertegenwoordiger van de levensbeschouwing in de Hoge Raad voor levensbeschouwingen aan te wijzen.

Art. 25.-

§ 1. - De Koning bepaalt de modellen van de begroting en van de rekeningen van de representatieve organen van de erkende levensbeschouwingen en stelt het algemeen reglement vast van de subsidies toegekend aan de representatieve organen van de erkende levensbeschouwingen.

§ 2. - Le Roi détermine le montant du subside accordé à l'organe représentatif de la communauté convictionnelle reconnue dans les limites budgétaires. Celui-ci est composé :

- d'un montant destiné à couvrir les frais de gestion comptable et administrative, en tenant compte de la taille de la communauté convictionnelle. Ce subside peut être utilisé pour engager du personnel qualifié ou pour couvrir les frais de prestations externes ;

- d'un montant destiné à couvrir les autres frais de fonctionnement de l'organe représentatif ;

- d'un montant destiné à couvrir les frais engagés par l'organe représentatif pour acquérir ou louer les bâtiments nécessaires à l'exercice de sa mission, en l'absence de bâtiments mis à la disposition par les autorités civiles ;

- d'un montant destiné à soutenir des politiques d'impulsion ou de structuration de la communauté convictionnelle.

§ 2. - De Koning bepaalt het bedrag van de subsidie toegekend aan het representatieve orgaan van de erkende levensbeschouwing binnen de begrotingsgrenzen. Dit bedrag is samengesteld uit:

- een bedrag bestemd voor het dekken van de kosten voor boekhoudkundig en administratief beheer, rekening houdend met de grootte van de levensbeschouwing. Deze subsidie kan worden gebruikt om bekwaam personeel aan te stellen of om de kosten voor externe prestaties te dekken;

- een bedrag bestemd voor het dekken van de andere werkingskosten van het representatieve orgaan;

- een bedrag bestemd voor het dekken van de kosten die het representatieve orgaan maakt voor het kopen of huren van de gebouwen die nodig zijn om zijn opdracht uit te voeren, bij gebrek aan gebouwen ter beschikking gesteld door de burgerlijke overheden;

- een bedrag bestemd voor het ondersteunen van het beleid ter bevordering of ter structurering van de levensbeschouwing.

TITRE IV. –

MINISTRES ET DELEGUES DES COMMUNAUTES CONVICTIENNELLES

Chapitre I^{er}. -

Dispositions générales

Art. 26.- Le ministre ou délégué d'une communauté convictionnelle désigne dans la présente loi tout membre d'une communauté convictionnelle enregistrée ou reconnue qui est désigné ou confirmé dans une charge à temps plein ou à temps

TITEL IV –

BEDIENAREN EN AFGEVAARDIGDEN VAN LEVENSBESCHOUWINGEN

Hoofdstuk I. -

Algemene bepalingen

Art. 26.- Als bedienaar of afgevaardigde van een levensbeschouwing wordt in deze wet begrepen ieder lid van een geregistreerde of erkende levensbeschouwing, dat door het bevoegde representatief orgaan in een deeltijdse of voltijdse opdracht wordt

partiel par l'organe représentatif compétent. aangesteld of bevestigd.

Art. 27.- Le ministre ou délégué d'une communauté convictionnelle peut être désigné ou confirmé dans une charge à temps plein ou à temps partiel moyennant une rémunération ou de façon bénévole.

Art. 28.- Sont également considérés comme ministre ou délégué d'une communauté convictionnelle, tous les membres que l'organe représentatif d'une communauté convictionnelle a désignés ou confirmés pour servir auprès de l'armée, de l'administration pénitentiaire, des hôpitaux et d'autres services reconnus de façon expresse par la loi.

Les dispositions générales de la présente loi s'appliquent à ces ministres et délégués, nonobstant l'existence de dispositions particulières

Art. 27.- De bedienaar of afgevaardigde van een levensbeschouwing kan worden aangesteld of bevestigd, zowel met een deeltijdse als voltijdse opdracht, zowel met vergoeding als op vrijwillige basis.

Art. 28.- Worden eveneens beschouwd als bedienaar of afgevaardigde van een levensbeschouwing alle leden, die door het representatief orgaan van een geregistreerde of erkende levensbeschouwing als bedienaar of afgevaardigde werden aangesteld of bevestigd in het leger, het gevangeniswezen, hospitalen en andere uitdrukkelijk door de wet erkende diensten.

Voor deze bedienaars of afgevaardigden gelden de algemene bepalingen van deze wet, niettegenstaande ook bijzondere bepalingen kunnen bestaan.

Chapitre II. -

Fixation du cadre

Art. 29.- §1 Le Roi fixe le cadre de chaque communauté convictionnelle reconnue.

Celui-ci sera revu tous les cinq ans, en tenant compte des éléments suivants :

- la proposition de l'organe représentatif ;
- le nombre de communautés locales reconnues par les Régions et la Communauté germanophone;
- l'évolution de l'occupation du cadre durant les années précédentes ;

Hoofdstuk II. -

Vaststelling van het kader

Art. 29.- §1 De Koning bepaalt het kader van elke erkende levensbeschouwing.

Dit kader zal om de vijf jaar worden herzien rekening houdend met de volgende elementen:

- het voorstel van het representatieve orgaan;
- het aantal lokale gemeenschappen erkend door de gewesten en de Duitstalige gemeenschap;
- de evolutie van de invulling van het kader tijdens de voorgaande jaren;

- les résultats des enquêtes scientifiques sur les convictions, pratiques, et souhaits de la population organisée sous les auspices du Conseil supérieur des communautés convictionnelles ;

- l'avis du Conseil consultatif des communautés convictionnelles.

§2. Sur la base de nécessités exceptionnelles exposées par un organe représentatif, et après avis du Conseil supérieur, le Roi peut exceptionnellement et temporairement accroître le cadre d'une communauté convictionnelle, dans une marge de 5 % maximum. Cette variation sera soumise à confirmation lors de l'adaptation quinquennale du cadre.

Chapitre III. -

Position sociale

Art. 30.- La communauté convictionnelle enregistrée fixe le statut de toute personne qui effectue un travail pour elle.

A défaut d'un tel statut, les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent.

Art. 31- La communauté convictionnelle enregistrée informe la personne qui effectue un travail pour elle de son statut.

Art. 32.-

§ 1^{er}. Les ministres et les délégués des communautés convictionnelles reconnues qui sont inscrits au cadre, financé par l'autorité civile, possèdent un statut *sui generis* qui est déterminé par la présente

- de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek over de levensbeschouwingen, de praktijk en wensen van de bevolking, georganiseerd onder de auspiciën van de Hoge Raad voor levensbeschouwingen;

- het advies van de Hoge Raad voor levensbeschouwingen.

§2 In uitzonderlijke omstandigheden aangetoond door het representatief orgaan kan de koning het kader van een levensbeschouwing verhogen met maximum 5% en dit na het advies van de Hoge Raad voor levensbeschouwingen ontvangen te hebben. Deze verhoging zal voor goedkeuring voorgelegd worden bij de vijfjaarlijkse vaststelling van het kader.

Hoofdstuk III. -

Sociale positie

Art. 30.- De geregistreerde levensbeschouwing legt het statuut vast voor iedere persoon, die voor haar arbeid verricht.

Bij ontstentenis van een dergelijk statuut gelden de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 31.- De geregistreerde levensbeschouwing stelt de persoon, die voor haar arbeid verricht, in kennis van zijn statuut.

Art. 32.-

§ 1. De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen ingeschreven op het kader, gefinancierd door de burgerlijke overheid, hebben een *sui generis* statuut, bepaald door deze wet.

loi.

§ 2. Les traitements et les charges sociales patronales sont à charge du Trésor public.

§ 3. L'organe représentatif de la communauté convictionnelle reconnue fixe le statut des ministres et des délégués de la communauté convictionnelle reconnue.

A défaut d'un tel statut, les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent.

L'organe représentatif communique aux ministres et délégués de sa communauté convictionnelle reconnue toute information utile concernant leur statut.

§ 4. Le cas échéant, l'indemnité de congé légale et/ou réglementaire due en vertu de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en cas de rupture de contrat de travail est également à charge du Trésor public.

§ 5. Lorsqu'une indemnité de rupture légale ou réglementaire est versée, aucun remplacement n'est accordé pour la fonction concernée durant la période couverte par cette indemnité.

Art. 33.-

§ 1^{er}. Les organes représentatifs organisent de manière autonome le contenu et l'exercice de la fonction des ministres et des délégués des communautés convictionnelles reconnues.

§ 2. Les ministres et les délégués des communautés convictionnelles reconnues

§ 2. De wedden en de sociale lasten ten laste van de werkgever zijn ten laste van de Schatkist.

§ 3. Het representatief orgaan van de erkende levensbeschouwing legt het statuut vast van de bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwing.

Bij ontstentenis van een dergelijk statuut gelden de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De representatieve organen stellen hun bedienaren en afgevaardigden in kennis van alle nuttige informatie betreffende hun statuut.

§ 4. In voorkomend geval is de wettelijke en/of reglementaire opzeggingsvergoeding verschuldigd krachtens de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten bij verbreking van de arbeidsovereenkomst ook ten laste van de schatkist.

§ 5. Wanneer een wettelijke of reglementaire ontslagvergoeding wordt uitbetaald, wordt voor de periode van de ontslagvergoeding geen vervanging toegestaan voor de desbetreffende functie.

Art. 33.-

§ 1. De representatieve organen regelen autonoom de inhoud en de uitoefening van het ambt van de bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen.

§ 2. De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen

sont recrutés et révoqués par les organes représentatifs compétents conformément à la réglementation interne de ceux-ci ou, à défaut d'une telle réglementation interne, conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Les procédures internes aux communautés convictionnelles ayant un effet sur le droit au traitement doivent garantir les droits de défense tels que prévus par l'article 6 CEDH.

§ 3. Les organes représentatifs communiquent au Ministre de la Justice tous les renseignements nécessaires concernant la situation en matière de personnel.

§ 4. Les organes représentatifs compétents peuvent déléguer les compétences énumérées dans le présent article à des organes internes.

Art. 34.- Les ministres et les délégués des communautés convictionnelles reconnues rendent compte du contenu et de l'exercice de leur fonction aux organes représentatifs compétents.

Ils sont tenus à un devoir d'information concernant tout conflit d'intérêt potentiel avec les dispositions légales dans le cadre de l'exercice de leur charge.

Art. 35.- Les ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues sont tenus au secret professionnel en ce qui concerne les faits dont ils auraient connaissance de par l'exercice de leur fonction, conformément à l'article 458 du

worden aangesteld en ontslagen door de bevoegde representatieve organen conform hun interne reglementering of bij ontstentenis van een dergelijke interne reglementering conform de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De interne reglementeringen van de levensbeschouwingen die het recht op een wedde beïnvloeden waarborgen de rechten van verdediging zoals voorzien in art. 6 EVRM.

§ 3. Zij maken aan de Minister van Justitie alle nodige inlichtingen inzake de personeelstoestand over.

§ 4. De bevoegde representatieve organen kunnen de in dit artikel opgesomde bevoegdheden delegeren naar interne organen.

Art. 34.- De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen zijn verantwoordelijk verschuldigd aan de bevoegde representatieve organen m.b.t. de inhoud en de uitoefening van hun opdracht.

Zij hebben een meldingsplicht met betrekking tot een mogelijk belangenconflict met de wettelijke bepalingen bij de uitoefening van hun opdracht.

Art. 35.- De bedienaren en afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen zijn gebonden door het beroepsgeheim met betrekking tot feiten die zij zouden kennen uit hoofde van hun ambt, overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Code pénal.

Art. 36.-

§ 1^{er}. Les ministres et les délégués des communautés convictionnelles reconnues exercent leur fonction sur la base d'une durée hebdomadaire moyenne de travail correspondant à celle des membres du personnel de la fonction publique qui travaillent dans un régime de travail à temps plein ou dans un régime de travail représentant une fraction du régime de travail à temps plein.

Les modalités d'application sont organisées par les organes représentatifs respectifs.

Chaque organe représentatif contrôle le respect et l'emploi du temps de travail.

§ 2. Les ministres et les délégués sont tenus à une disponibilité maximale pour l'exercice de leur fonction.

Art. 37.-

Le ministre ou délégué de la communauté convictionnelle reconnue

1° informe sans délai l'organe représentatif de son absence pour cause de maladie, d'accident de travail, de congé, de vacances ou pour une autre raison; l'absence pour raison de vacances doit intervenir en accord avec l'organe représentatif;

2° communique toute donnée de nature administrative ou familiale susceptible d'avoir un répercussion sur le traitement à l'organe représentatif, qui en informe le

Art. 36.-

§ 1. De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen oefenen hun functie uit overeenkomstig een gemiddelde wekelijkse arbeidsduur die overeenstemt met deze van de personeelsleden van het openbaar ambt en die werken met een voltijdse arbeidsregeling of met een regeling die overeenstemt met een breukgedeelte van deze voltijdse arbeidsregeling.

De toepassingsmodaliteiten worden geregeld door de respectievelijke representatieve organen.

Elke representatief orgaan oefent toezicht uit op het respect en op de besteding van de arbeidstijd.

§ 2. De bedienaren en de afgevaardigden zijn ertoe gehouden zich maximaal beschikbaar te stellen voor de uitoefening van hun functie.

Art. 37.-

De bedienaar of afgevaardigde van de erkende levensbeschouwingen

1° brengt onverwijld het representatief orgaan op de hoogte van zijn afwezigheid ingevolge ziekte, arbeidsongeval, verlof, vakantie of een andere reden; de afwezigheid wegens vakantie moet gebeuren in akkoord met het representatief orgaan;

2° deelt elk gegeven van administratieve of familiale aard die een weerslag kan hebben op de wedde mee aan het representatief orgaan dat de personeelsdienst van de FOD

service du personnel du SPF Justice ;

3° informe immédiatement l'organe représentatif par écrit de tout fait susceptible d'engendrer une incompatibilité au sens des articles 54 et 55 de la présente loi.

Art. 38.-

§ 1^{er}. Les ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues inscrits au cadre peuvent bénéficier, aux conditions et dans les limites prévues pour les membres du personnel statutaire de l'Etat, du congé annuel de vacances et des jours fériés ainsi que des congés et absences (dont le congé pour interruption de carrière, la protection de la maternité, les possibilités d'effectuer des prestations réduites, le régime de disponibilité pour cause de maladie), tels que prévus par l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, en ce compris des congés et absences suivants :

1° les congés pour présenter sa candidature aux élections des chambres législatives fédérales, des conseils régionaux et communautaires, des conseils provinciaux, des conseils communaux ou des assemblées européennes;

2° les congés pour accompagner et assister des handicapés et des malades au cours de voyages ou de séjours de vacances.

Les congés accordés pour un mariage sont également octroyés pour une célébration du contrat de cohabitation légale.

Justitie informeert;

3° stelt het representatief orgaan onmiddellijk schriftelijk in kennis van elk feit dat een onverenigbaarheid in de zin van de artikelen 54 en 55 kan inhouden.

Art. 38.-

§ 1. De bedienaren en afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen, ingeschreven op het kader, kunnen, onder dezelfde voorwaarden en beperkingen die gelden voor het statutair Rijkspersoneel, genieten van het jaarlijks vakantieverlof en de feestdagen, de verloven en afwezigheden met in begrip van het verlof voor loopbaanonderbreking, de moederschapbescherming, de mogelijkheden om verminderde prestaties te verrichten en de regeling betreffende de beschikbaarheid wegens ziekte, voorzien in het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen, met inbegrip van de verloven en afwezigheden die hierna worden opgesomd :

1° de verloven om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen van de federale wetgevende kamers, van de gewest- en gemeenschapsraden, van de provincieraden, de gemeenteraden of van de Europese vergaderingen;

2° de verloven om minder validen en zieken te vergezellen en bij te staan tijdens vakantiereizen en –verblijven.

De verloven toegekend voor een huwelijk, worden eveneens toegekend voor een viering naar aanleiding van een

samenlevingscontract.

§ 2. Les ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues peuvent bénéficier, aux conditions et dans les limites prévues pour les membres du personnel statutaire de l'Etat, mais pour une durée de maximum six mois, des congés suivants prévus par l'arrêté royal précité du 19 novembre 1998:

1° les congés pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi;

2° l'absence de longue durée pour raisons personnelles.

§ 3. Pour l'application de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les ministres et les délégués des communautés convictionnelles reconnues sont assimilés à des personnes nommées à titre définitif.

§ 4. Les ministres et les délégués des communautés convictionnelles reconnues sont soumis à la réglementation en matière de surveillance de santé et de bien-être au travail.

Art. 39.- Les ministres et les délégués des communautés convictionnelles reconnues peuvent bénéficier de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps aux conditions et dans les limites fixées par la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

§ 2. De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen kunnen, onder dezelfde voorwaarden en beperkingen die gelden voor het statutaire Rijkspersoneel, doch ten beloop van ten hoogste zes maanden, genieten van de hierna vermelde verloven voorzien in het voormeld koninklijk besluit van 19 november 1998:

1° de verloven voor een stage of een proefperiode in een andere betrekking;

2° de afwezigheid voor lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden.

§ 3. De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen worden voor de toepassing van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders beschouwd als personen die in vast verband benoemd zijn

§ 4. De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen worden onderworpen aan de regelgeving in zake gezondheidstoezicht en welzijn op het werk.

Art. 39.- De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen kunnen genieten van de vrijwillige vierdagenweek en de halftijdse vervroegde uittreding onder dezelfde voorwaarden en beperkingen voorzien door de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector.

Art. 40.- Les ministres et les délégués des communautés convictionnelles reconnues sont assimilés à des membres du personnel statutaire de l'Etat :

1° pour l'application de la loi du 10 février 2003 relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques ;

2° pour les réglementations en matière d'assistance judiciaire lorsque ces personnes sont citées en justice ou qu'une action publique est intentée contre elles pour des actes commis dans le cadre de l'exercice de leur fonction ou lorsqu'en leur qualité et en raison de leur fonction, elles sont victime d'un acte intentionnel reconnu comme accident de travail.

Chapitre IV. –

Traitements

Art. 41.-

§ 1^{er}. Les traitements annuels des ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues ainsi que les augmentations intercalaires sont fixés selon des barèmes comme suit (en euros) :

Niveau A1: 68.371,77 Euro.
A2: 55.127,56 Euro.

Niveau B1: 35.408,45-49.997,62
(11 augmentations bisannuelles - 1.324,47)
B2: 27.647,32-42.216,49 (11 augmentations bisannuelles - 1.324,47)

Niveau C1: 20.500,33-31.846,67 (3 augmentations annuelles - 618,08; 10 augmentations bisannuelles - 949,21)

Art. 40.- De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen worden gelijkgesteld met het statutaire rijksperoneel :

1° voor de toepassing van de wet van 10 februari 2003 betreffende de aansprakelijkheid van en voor personeelsleden in dienst van openbare rechtspersonen;

2° voor de regelingen inzake rechtshulp indien deze personen in rechte worden gedagvaard, of indien tegen hen een strafvordering wordt ingesteld, wegens daden die zij tijdens de uitoefening van hun functie hebben begaan, of indien zij in de vermelde hoedanigheid en wegens hun functie slachtoffer zijn van een opzettelijke daad die als arbeidsongeval erkend wordt.

Hoofdstuk IV. –

wedden

Art. 41.-

§ 1. De jaarwedden van de bedienaren en afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen en de tussentijdse verhogingen worden volgens barema vastgesteld als volgt (in Eur) :

Niveau A1: 68.371,77 Euro.
A2: 55.127,56 Euro.

Niveau B1: 35.408,45-49.997,62
(11 tweejaarlijkse verhogingen - 1.324,47)
B2: 27.647,32-42.216,49
(11 tweejaarlijkse verhogingen - 1.324,47)

Niveau C1: 20.500,33-31.846,67 (3 jaarlijkse verhogingen - 618,08; 10 tweejaarlijkse verhogingen - 949,21)

C2: 15.537,47-23.352,26 (3 augmentations annuelles – 309,00; 13 augmentations bisannuelles – 529,83)

Niveau D: 14.700,00-21.788,00 (3 augmentations annuelles-264,66; 1 augmentation bisannuelle-264,66; 1 augmentation bisannuelle-352,81; 2 augmentations bisannuelles-705,58; 9 augmentations bisannuelles-617,43)

C2: 15.537, 47-23.352,26 (3 jaarlijkse verhogingen – 309,00; 13 tweejaarlijkse verhogingen-529,83)

Niveau D: 14.700,00-21.788,00 (3 jaarlijkse verhogingen-264,66; 1 tweejaarlijkse verhoging-264,66; 1 tweejaarlijkse verhoging-352,81; 2 tweejaarlijkse verhogingen-705,58; 9 tweejaarlijkse verhogingen-617,43).

§ 2. Les montants mentionnés au § 1^{er} sont liés au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents de l'Etat en activité de service. Ils sont liés à l'indice pivot

§ 3. Le cumul d'activités professionnelles au-delà d'un traitement à 100 % à charge du Trésor public est interdit. Lorsque le traitement à charge du Trésor public n'atteint pas 100 %, l'organe représentatif peut accorder une autorisation de cumul. Le cas échéant, l'organe représentatif veille à ce que le ministre ou le délégué fasse proportionnellement preuve d'une disponibilité maximale pour l'exercice de sa fonction.

§4. Le paiement du traitement débute à la date de nomination par l'organe représentatif.

Art. 42.-

§ 1^{er}. Les règles de la fonction publique en matière d'octroi d'ancienneté sont applicables aux traitements mentionnés à l'article 41.

§ 2. De in §1 vermelde bedragen zijn gekoppeld aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de bezoldiging van het Rijkspersoneel in actieve dienst. Ze zijn gekoppeld aan de spilindex.

§ 3. De cumul van beroepsactiviteiten bovenop een 100% wedde ten laste van de Schatkist is verboden. Wanneer de wedde ten laste van de schatkist de 100% niet bedraagt, kan het representatief orgaan toelating verlenen tot cumul. In voorkomend geval ziet het representatief orgaan erop toe dat de bedienaar of de afgevaardigde zich verhoudingsgewijs maximaal beschikbaar stelt voor de uitoefening van zijn functie.

§4. Het recht op uitbetaling van de wedde begint op de datum van benoeming door het bevoegde representatief orgaan.

Art. 42.-

§ 1. De regels binnen het openbare ambt inzake gelden, anciënniteitstoekenning zijn toepasselijk op de in artikel 41 vermelde wedden.

§ 2. Par dérogation à l'article 42 § 1^{er}, les ministres et délégué des communautés convictionnelles reconnues qui sont nommés par les organes représentatifs après l'entrée en vigueur de la présente loi le sont avec une ancienneté 0

§3 Les ministres déjà en fonction au moment de l'entrée en vigueur de cette loi obtiennent une ancienneté 0, sauf s'il en résulte une diminution de traitement. Dans ce cas, une ancienneté correspondante leur est octroyée.

§ 4. Toutefois, par dérogation au § 2, les ministres et les délégués qui exerçaient une fonction dans l'assistance religieuse ou morale catégorielle rémunérée par l'autorité civile avant leur désignation peuvent faire valoir l'ancienneté qu'ils y ont accumulée, certes à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 5. Les années de service sont portées en compte sur la base de la période de calendrier, même s'il s'agissait d'une mission à temps partiel.

Art. 43.- Les traitements visés à l'article 41, § 1er, entrent dans le champ d'application de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Art. 44.- Les traitements visés à l'article 41, § 1er, donnent lieu aux retenues et cotisations résultant de la législation fiscale

§ 2. In afwijking van art. 42 §1 worden de bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen, die na de inwerkingtreding van deze wet worden aangeworven door het bevoegde representatief orgaan aangesteld in hun respectievelijk niveau met anciënniteit 0.

§3. De bedienaars of afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen, die nu in functie zijn worden bij het inwerkingstellen van deze wet door het bevoegde representatief orgaan eveneens aangesteld in hun respectievelijk niveau met anciënniteit 0. tenzij dit tot een weddeverlies zou leiden. In dat geval wordt een overeenstemmende anciënniteit toegekend.

§ 4. De bedienaren of afgevaardigden, die voor hun aanstelling een functie hadden in de categoriale religieuze en morele bijstand betaald door de burgerlijke overheid, kunnen evenwel, in afwijking van § 2, de aldaar opgebouwde anciënniteit doen gelden, weliswaar vanaf de dag, dat deze wet in werking is getreden.

§ 5. De dienstjaren worden in rekening gebracht in functie van de kalenderperiode, zelfs wanneer het een deeltijdse opdracht betreft.

Art. 43.- De wedden bedoeld in het artikel 41, § 1 vallen onder toepassing van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Art. 44.- De wedden bedoeld in het artikel 41, § 1 geven aanleiding tot de inhoudingen en tot de bijdragen als gevolg van de sociale

et sociale, telles qu'elles s'appliquent aux traitements des membres du personnel statutaire de l'Etat.

Art. 45.- Le traitement maximal payé par l'autorité civile auquel le ministre ou délégué d'une communauté convictionnelle reconnue peut prétendre est limité à 100 % des échelles de traitement fixées à l'article 41, § 1^{er}.

Art. 46.- Une allocation de fin d'année, un pécule de vacances des indemnités de résidence, des allocations familiales et de naissance ainsi qu'une indemnité pour frais funéraires sont accordés aux ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues dans les conditions et selon les modalités fixées pour le personnel de l'Etat.

Art. 47.- les dispositions réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel statutaire de l'Etat sont applicables aux ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues.

Art. 48.- Le Roi peut adapter et compléter les dispositions prévues aux articles 41 et 46 en cas de modification du statut pécuniaire applicable aux membres du personnel statutaire de l'Etat.

Art. 49.- Les indemnités pour frais de voyage et de séjour ainsi que pour les déplacements domicile-lieu de travail, telles que prévues pour le personnel de l'Etat, sont également accordées aux ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues.

en fiscale wetgeving, zoals voorzien op de wetten van het statutaire Rijkspersoneel.

Art. 45.- De maximale wedde betaald door de burgerlijke overheid waarop de bedienaar of afgevaardigde van een erkende levensbeschouwing recht heeft, is beperkt tot 100 % van de in artikel 41, § 1 vastgestelde weddenschalen.

Art. 46.- Een eindejaarstoelage, vakantiegeld, de haard- of standplaatstoelage, kinderbijslag en kraamgeld en een vergoeding wegens begrafeniskosten, worden toegekend aan de bedienaars en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen onder de voor het Rijkspersoneel vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

Art. 47.- De beschikkingen tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het statutaire rijkspersoneel zijn toepasselijk op de bedienaars en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen.

Art. 48.- De Koning kan de in artikelen 41 en 46 vermelde bepalingen aanpassen en vervolledigen in geval van wijziging van de bezoldigingsregeling toepasselijk op het statutaire rijkspersoneel.

Art. 49.- De vergoedingen voor reis- en verblijfskosten en woon-werkverkeer, die voorzien zijn voor het Rijkspersoneel, worden eveneens toegekend aan de bedienaren en afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen.

Les ministres et délégués rémunérés des communautés convictionnelles reconnues bénéficient, aux conditions prévues pour les membres du personnel statutaire de l'Etat pour autant que le présent article n'y déroge pas, des indemnités mentionnées ci-après :

1. l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des services publics fédéraux, étant entendu que :

a) les ministres et délégués rémunérés sont considérés appartenir à la classe A1 ;

b) les voyages effectués dans le cadre d'activités tenant lieu de temps de travail sont également considérés comme des déplacements de service ;

2. l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, étant entendu que :

a) les ministres et délégués rémunérés sont considérés appartenir au niveau A ;

b) les voyages effectués dans le cadre d'activités tenant lieu de temps de travail conformément au dit arrêté royal sont également considérés comme des déplacements de service ;

De bezoldigde bedienaren en afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen genieten de hierna vermelde vergoedingen, onder dezelfde voorwaarden als deze die gelden voor het statutaire Rijkspersoneel, voor zover onderhavig artikel hiervan niet afwijkt:

1. Het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der federale overheidsdiensten, met dien verstande dat :

a) de bezoldigde bedienaren en afgevaardigden beschouwd worden als behorend tot de klasse A1;

b) eveneens als dienstreizen worden beschouwd, de reizen verricht in het kader van activiteiten die als arbeidstijd werden aangemerkt;

2. Het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, met dien verstande dat :

a) de bezoldigde bedienaren en afgevaardigden beschouwd worden als behorend tot niveau A;

b) eveneens als dienstreizen worden beschouwd, de reizen verricht in het kader van activiteiten die als arbeidstijd werden aangemerkt overeenkomstig die besluit;

c) l'organe représentatif demande au Ministre de la Justice d'accorder, conformément à l'article 12 du dit arrêté royal, une autorisation d'utiliser un véhicule à moteur personnel à des ministres ou délégués rémunérés d'une communauté convictionnelle reconnue nommément désignés si la nécessité d'utiliser un véhicule à moteur personnel est établie ;

3. l'arrêté royal du 20 avril 1999 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel de certains services publics fédéraux ;

4. l'arrêté royal du 3 mai 2007 portant la prise en charge des frais de déplacement par les transports publics de la résidence au lieu de travail des membres du personnel fédéral par l'Etat et certains organismes publics fédéraux, étant entendu qu'à la demande motivée de l'organe représentatif compétent, le Ministre de la Justice peut accorder l'autorisation d'utiliser un véhicule à moteur personnel à des ministres ou délégués rémunérés des communautés convictionnelles reconnues, nommément désignés, comme prévu au chapitre III du dit arrêté royal, étant entendu toutefois que :

- l'avantage peut également être accordé si le déplacement vers le lieu où la fonction est exercée ne peut être effectué par les transports publics dans un délai raisonnable ;
- l'indemnité visée pour l'utilisation exceptionnelle de moyens de transport personnels peut même être accordée lorsque la personne concernée bénéficie également de

c) het representatief orgaan de Minister van Justitie verzoekt om overeenkomstig art. 12 van het voormeld koninklijk besluit van 18 januari 1965 een toelating te geven om een eigen motorvoertuig te gebruiken aan nominatief aangeduide bezoldigde bedienaren of afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen indien de noodzaak om het eigen motorvoertuig te gebruiken wordt aangetoond;

3. Het koninklijk besluit van 20 april 1999 houdende toekenning van een vergoeding voor het gebruik van de fiets aan de personeelsleden van sommige overheidsdiensten.

4. Het koninklijk besluit van 3 mei 2007 betreffende de ten laste neming van de kosten inzake openbaar vervoer in woon-werkverkeer van de federale personeelsleden door de Staat en sommige federale openbare instellingen, met dien verstande dat de Minister van Justitie op gemotiveerd verzoek van het bevoegde representatief orgaan de toelating kan geven aan nominatief aangeduide bezoldigde bedienaren of afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen om een eigen motorvoertuig te gebruiken, zoals voorzien in Hoofdstuk III van het voormeld Koninklijk Besluit van 3 mei 2007, met dien verstande dat evenwel :

- het voordeel eveneens toegekend kan worden indien de verplaatsing naar de plaats, waar de functie wordt uitgeoefend, niet mogelijk is met het openbaar vervoer binnen een redelijke tijdspanne;
- de bedoelde vergoeding voor het uitzonderlijk gebruik van persoonlijke vervoermiddelen toegekend kan worden zelfs indien de betreffende persoon eveneens

l'avantage d'un abonnement aux transports publics, pour autant que le moyen de transport personnel doit être utilisé pour d'autres trajets.

het voordeel van het abonnement op openbaar vervoer geniet, voor zover het persoonlijk vervoermiddel gebruikt moet worden voor andere trajecten.

Art. 50.- Toutes les recettes supplémentaires résultant des rituels spécifiques ou autres formes de service en rapport avec la communauté convictionnelle concernée doivent être déclarées au fisc.

Art. 50.- Alle bijkomende inkomsten die voortvloeien uit de specifieke rituelen of andere vormen van dienstverlening met betrekking tot de betrokken levensbeschouwing dienen fiscaal aangegeven te worden.

Chapitre V. –

Hoofdstuk V. –

Pensions

Pensioenen

Art. 51.- Le ministre ou le délégué de la communauté convictionnelle reconnue qui perçoit un traitement à charge du Trésor public et dont l'engagement prend fin, bénéficie d'une pension de retraite aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les fonctionnaires des services publics fédéraux.

Art. 51.- De bedienaar en de afgevaardigde van de erkende levensbeschouwingen die een wedde ten laste van de Schatkist ontvangt, en wiens tewerkstelling een einde neemt, geniet een rustpensioen onder dezelfde voorwaarden en overeenkomstig dezelfde modaliteiten als de ambtenaren van de federale openbare diensten.

Moyennant l'accord écrit de l'organe représentatif compétent, le ministre ou délégué de la communauté convictionnelle reconnue peut poursuivre son activité bénévolement au-delà du mois au cours duquel il a atteint l'âge de 65 ans.

Mits schriftelijk akkoord van het bevoegde representatief orgaan kan de activiteit van bedienaar of afgevaardigde van de erkende levensbeschouwing worden verder gezet op vrijwillige basis na de maand waarin de leeftijd van 65 jaar wordt bereikt.

Art. 52.- Sont applicables aux ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues, la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques ainsi que toutes les autres dispositions légales et réglementaires applicables aux personnes ayant presté des services ouvrant un droit à une pension de retraite à charge de l'Etat, sauf si le présent article prévoit un régime plus favorable.

Sans préjudice des assimilations prévues par la réglementation mentionnée à l'alinéa précédent, sont également prises en compte pour établir l'ancienneté lors du calcul de la pension à charge de l'Etat :

1° les années de service prestées avant l'entrée en vigueur de la présente loi par le ministre ou délégué d'une communauté convictionnelle reconnue avec perception d'un traitement à charge du Trésor public ;

2° les années de service prestées sous l'autorité de l'organe représentatif par le ministre ou délégué de la communauté convictionnelle reconnue dans une fonction analogue rémunérée et exercée en Belgique, et dont le traitement était payé à charge du Trésor public.

Art. 53.- Les ministres et délégués des communautés convictionnelles reconnues qui perçoivent un traitement à charge du Trésor public sont soumis au régime des pensions de survie applicable pour le personnel de l'Etat.

Chapitre VI. –

Art. 52.- Op de bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen is de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke pensioenen van toepassing evenals de overige wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op personen wier diensten een recht geven op de toepassing van een stelsel van rustpensioen waarvan de last wordt gedragen door de Staat, behalve indien dit artikel een regeling voorziet die gunstiger is.

Onverminderd de gelijkstellingen voorzien krachtens de in het vorige lid vermelde regelgeving, worden mee in aanmerking genomen voor de berekening van de pensioenanciënniteit ten laste van de Staat:

1° de dienstjaren die een bedenaar of afgevaardigde van een erkende levensbeschouwing heeft gepresteerd met ontvangst van een wedde ten laste van de Schatkist, vóór de inwerkingtreding van onderhavige wet;

2° de dienstjaren die een bedenaar of afgevaardigde van een erkende levensbeschouwing heeft gepresteerd onder het gezag van het representatief orgaan in een gelijkaardige functie, bezoldigd en uitgeoefend in België met ontvangst van een wedde ten laste van de Schatkist.

Art. 53.- De bedienaren en de afgevaardigden van de erkende levensbeschouwingen die een wedde ontvangen ten laste van de Schatkist zijn onderworpen aan het stelsel van overlevingspensioenen dat op het Rijkspersoneel toepasselijk is.

Hoofdstuk VI. –

Incompatibilités

Art. 54.- Lorsque le ministre ou délégué d'une communauté convictionnelle reconnue percevant un traitement à charge du Trésor public frappé d'une incompatibilité légale, son traitement et son ancienneté sont suspendus.

Art. 55.- Les ministres ou délégués d'une communauté convictionnelle enregistrée ou reconnue ne peuvent tirer avantage de dispositions entre vifs ou testamentaires qui auraient été faites en leur faveur par une personne malade qu'ils ont assistée.

TITRE V. –

CONSEIL SUPERIEUR DES COMMUNAUTES
CONVICTIONNELLES

Art. 56.-

§ 1^{er}. Il est créé auprès du Ministre de la Justice un Conseil supérieur des communautés convictionnelles ci-après dénommé « le conseil ».

§ 2. Le conseil a pour mission :

1° de formuler conformément à la loi, les avis relatifs aux demandes d'enregistrement et de reconnaissance des communautés convictionnelles;

2° de formuler d'initiative ou à la demande du Ministre, conformément à la loi, tout avis et proposition sur la déchéance de reconnaissance ou d'enregistrement d'une communauté convictionnelle;

3° de formuler conformément à l'article 29 une proposition quinquennale d'évolution

Onverenigbaarheden

Art. 54.- Wanneer de bedienaar of afgevaardigde van een erkende levensbeschouwing die een wedde ontvangt ten laste van de Schatkist getroffen wordt door een wettelijke onverenigbaarheid, worden zijn wedde en ancienniteit opgeschort.

Art. 55.- De bedienaren en de afgevaardigden van een geregistreeerde of erkende levensbeschouwingen kunnen geen voordelen bekomen uit beschikkingen onder levenden of bij testament die een zieke die zij hebben bijgestaan te hunner behoeven mocht hebben gemaakt.

TITEL V. -

HOGE RAAD VOOR
LEVENSBESCHOUWINGEN

Art. 56.-

§ 1. Bij de minister van Justitie wordt een Hoge Raad voor levensbeschouwingen opgericht, hierna "de raad" genoemd.

§ 2. De raad heeft als opdracht :

1° overeenkomstig de wet de adviezen te formuleren met betrekking tot de verzoeken tot registratie en tot erkenning van de levensbeschouwingen;

2° overeenkomstig de wet, uit eigen beweging of op verzoek van de minister, enig advies en voorstel te formuleren met betrekking tot het verlies van de erkenning of van de registratie van een levensbeschouwing ;

3° Overeenkomstig artikel 29 van deze wet om de vijf jaar een voorstel te formuleren

des cadres respectifs	met betrekking tot de evolutie van de respectievelijke kaders.
4° de formuler conformément à la loi une évaluation des enquêtes scientifiques visées au Titre VI ;	4° overeenkomstig de wet een evaluatie op te stellen van het uitgevoerde wetenschappelijk onderzoek voorzien in titel VI;
5° de formuler d'initiative ou à la demande du Ministre, tout avis et proposition sur la politique générale en matière de communautés convictionnelles;	5° uit eigen beweging of op verzoek van de minister enig advies en voorstel te formuleren met betrekking tot de algemene politiek inzake levensbeschouwing;
6° de formuler un avis préalable à l'adoption de toute disposition légale ou réglementaire touchant les communautés convictionnelles;	6° een advies op te stellen voorafgaand aan de goedkeuring van enige wettelijke of reglementaire beschikking inzake levensbeschouwingen;
7° de formuler toutes propositions susceptibles d'encourager le dialogue entre les différents communautés convictionnelles;	7° enig voorstel te formuleren dat de dialoog tussen de verschillende levensbeschouwingen kan bevorderen;
8° d'établir tous les deux ans pour le Ministre un rapport sur l'état des régimes juridiques relatifs aux communautés convictionnelles.	8° om de twee jaar een verslag op te stellen voor de minister over de staat van de levensbeschouwingen.

Art. 57.-

§1 Le conseil se compose des membres effectifs suivants :

1° un représentant par communauté convictionnelle reconnue ;

2° trois personnalités éminentes réputées pour leur connaissance approfondie, leur expérience et leur intérêt pour les questions culturelles et philosophiques ;

3° trois personnalités éminentes réputées pour leur connaissance approfondie soit en droit constitutionnel, soit en droit

Art. 57.-

§ 1. De raad is samengesteld uit de volgende vaste leden :

1° een vertegenwoordiger per erkende levensbeschouwing;

2° drie erudiete persoonlijkheden die bekend zijn om hun grondige kennis, hun ervaring en hun interesse voor aangelegenheden inzake levensbeschouwingen;

3° drie erudiete persoonlijkheden die bekend zijn om hun grondige kennis, de ene van grondwettelijk recht en de andere van

international des droits de l'homme

internationaal recht inzake mensenrechten;

4° un représentant du SPF Justice

4° een vertegenwoordiger van het FOD justitie

§ 2 Des membres suppléants de même nombre et de même qualité font partie du Conseil. En cas d'empêchement du membre effectif, le membre suppléant peut prendre part aux délibérations et votes.

§ 2. Een zelfde aantal plaatsvervangende leden worden aangeduid. De plaatsvervangende leden kunnen deelnemen aan de beraadslagingen; zij hebben slechts stemrecht bij afwezigheid van het vaste lid, dat ze vervangen.

Art. 58.-

Art. 58.-

§ 1^{er}. Les membres du conseil sont désignés par le Gouvernement. Les personnes visées à l'article 57 §1, 1°, sont désignées par le Gouvernement sur proposition des organes représentatifs des cultes et communautés convictionnelles reconnus.

§ 1. De leden van de raad worden aangewezen door de Regering. De in artikel 57, § 1, 1°, bedoelde personen worden aangewezen door de Regering op voorstel van de representatieve organen van de erkende levensbeschouwingen

§ 2 Les membres du conseil sont désignés pour un terme de six ans. Leur mandat est renouvelable, à l'exception des membres visés à l'article 57, § 1^{er}, 2° et 3°.

§ 2. De leden van de raad worden aangewezen voor een termijn van zes jaar. Hun mandaat kan hernieuwd worden, met uitzondering van de leden bedoeld in artikel 57, § 1, 2° en 3°.

Art. 59.- Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il est désigné, est réputé démissionnaire. Il est remplacé par une personne désignée dans les mêmes conditions pour achever son mandat. Est également réputé démissionnaire, le membre effectif qui, sans justification préalable, est absent de plus de la moitié des séances du conseil sur une période d'un an.

Art. 59.- Elk lid dat de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij is aangewezen, wordt geacht ontslag te nemen. Het lid wordt vervangen door een persoon die wordt aangewezen onder dezelfde voorwaarden om zijn mandaat te voltooien. Ook het lid dat, zonder voorafgaande verantwoording, afwezig is op meer dan de helft van de jaarlijkse zittingen van de raad, wordt geacht ontslag te nemen.

Art. 60.-

Art.60.-

§ 1^{er}. Le Bureau du Conseil est composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire. Les président et vice-président sont élus parmi les membres du Conseil, hormis les représentants des communautés convictionnelles. Ils

§ 1. Het bureau van de raad is samengesteld uit een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris. De voorzitter en de ondervoorzitter worden verkozen onder de leden van de raad, behalve de vertegenwoordigers van de

appartiendront à un rôle linguistique différent. Le secrétaire est le représentant du Ministre de la Justice.

§ 2. Les mandats de président et de vice-président sont exercés durant une année, en rotation.

§ 3. Le bureau:

1° organise les activités du conseil;

2° prépare les séances du conseil;

3° assure la représentation extérieure du conseil;

4° exécute les décisions du conseil.

§ 4. Entre deux séances du conseil, le bureau prend toute disposition utile conformément aux objectifs généraux et aux missions définis par le conseil. Il rend compte de ses interventions et de ses initiatives à la séance du conseil la plus rapprochée.

Art. 61.-

§ 1^{er}. Le conseil se réunit au moins quatre fois par année civile sur convocation du président. Celui-ci convoque le conseil à la demande du Ministre ou si 1/5 au moins des membres du conseil le demandent.

La présence d'au moins 1/3 des membres est requise pour siéger valablement. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les dix jours ouvrables avec le même ordre du jour. Dans ce cas, le conseil siège valablement quel que soit le nombre de présents.

levensbeschouwingen. Zij behoren tot een verschillende taalrol. De secretaris is de vertegenwoordiger van de minister van Justitie.

§ 2. De mandaten van voorzitter en van ondervoorzitter worden uitgeoefend gedurende een jaar, volgens beurtrol.

§ 3. Het bureau :

1° organiseert de activiteiten van de raad;

2° bereidt de zittingen van de raad voor;

3° zorgt voor de externe vertegenwoordiging van de raad;

4° voert de beslissingen van de raad uit.

§ 4. Tussen twee zittingen van de raad neemt het bureau alle nuttige maatregelen overeenkomstig de algemene doelstellingen en de opdrachten omschreven door de raad. Het brengt verslag uit over zijn optreden en initiatieven op de eerstvolgende zitting van de raad.

Art. 61.-

§ 1. De raad komt ten minste viermaal per kalenderjaar bijeen na bijeenroeping door de voorzitter. De voorzitter roept de raad bijeen op verzoek van de minister of indien ten minste 1/5 van de leden van de raad het vraagt.

De aanwezigheid van ten minste 1/3 van de leden is vereist om geldig zitting te hebben. Indien het quorum niet wordt gehaald, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen binnen tien werkdagen met dezelfde agenda. In dat geval heeft de raad geldig zitting ongeacht van het aantal

aanwezig.

§ 2. Les avis et propositions sont adoptés par consensus. Si 5 membres au moins en font la demande en séance, les avis incluent une note de minorité. Celle-ci doit recevoir l'approbation d'au moins 5 membres du conseil et ne peut comporter plus de signes que le texte majoritaire. Les avis qui font suite à une demande du ministre doivent être émis dans un délai de trois mois prenant cours à la date de la demande d'avis au conseil. Si le Ministre invoque l'urgence, ce délai est ramené à un mois.

§ 3. Le conseil adopte un règlement d'ordre intérieur, lequel est soumis à l'approbation du Gouvernement.

§ 4. Les procès-verbaux, avis ou propositions du conseil sont transmis au Ministre. Ils sont rendus publics, totalement ou partiellement, sur décision du Ministre.

Art. 62.- Le conseil adresse chaque année un rapport d'activité au Ministre. Ce rapport est rendu public.

Art. 63.- Le Gouvernement détermine les jetons de présence et les indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre les membres du conseil et de son bureau. Les frais de fonctionnement du conseil sont à charge du SPF Justice. Le secrétariat du conseil est assuré par un fonctionnaire délégué à cette fin par le SPF Justice.

§ 2. De adviezen en voorstellen worden opgesteld bij overeenstemming. Indien ten minste vijf leden tijdens de zitting erom verzoeken, omvatten de adviezen een minderheidsnota. Deze minderheidsnota moet door ten minste vijf leden van de raad worden goedgekeurd en mag niet meer tekens omvatten dan de meerderheidstekst. De adviezen die worden verstrekt naar aanleiding van een verzoek van de minister, moeten worden uitgebracht binnen een termijn van drie maanden die aanvangt op de datum van het verzoek om advies van de raad. Indien de minister de spoedeisendheid aanvoert, wordt deze termijn teruggebracht naar een maand.

§ 3. De raad neemt een huishoudelijk reglement aan dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

§ 4. De notulen, adviezen of voorstellen van de raad worden aan de minister bezorgd. Zij worden volledig of gedeeltelijk openbaar gemaakt op beslissing van de minister.

Art. 62.- De raad bezorgt de minister elk jaar een activiteitenverslag. Dit verslag wordt openbaar gemaakt.

Art. 63.- De Regering bepaalt de presentiegelden en de vergoedingen voor reiskosten waarop de leden van de raad en van het bureau ervan aanspraak kunnen maken. De werkingskosten van de raad zijn ten laste van de FOD Justitie. Het secretariaat van de raad wordt waargenomen door een ambtenaar die daartoe de opdracht heeft gekregen door de FOD Justitie.

TITRE VI

L'ENQUETE SCIENTIFIQUE

Art. 64. Le Ministre de la Justice organise tous les dix ans une enquête scientifique sur proposition du CS, sur les convictions, pratiques et souhaits de la population.

Art. 65. Les modalités de l'organisation de cette enquête sont fixées par le Roi de façon à en garantir le pluralisme.

Art. 66. Les sommes nécessaires pour l'organisation de cette enquête sont inscrites au budget.

Art. 67. Les résultats de l'enquête scientifique font l'objet d'une évaluation par le Conseil supérieur des Communautés convictionnelles.

TITRE VII. -

MESURES TRANSITOIRES

TITRE VIII. -

**DISPOSITIONS FINALES (abrogation,
modification de législation, etc.)**

TITEL VI. -

WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK.

Art. 64.- De minister van justitie organiseert op voorstel van de Hoge Raad voor levensbeschouwingen om de tien jaar een wetenschappelijk onderzoek over de levensbeschouwingen, de praktijk en de wensen van de bevolking inzake levensbeschouwing.

Art. 65.- De modaliteiten van de organisatie van dit wetenschappelijk onderzoek worden vastgesteld door de koning, zodanig dat het pluralisme wordt gewaarborgd.

Art. 66.- De noodzakelijke sommen voor de organisatie van dit wetenschappelijk onderzoek worden ingeschreven op de begroting van FOD Justitie.

Art. 67.- De resultaten van dit wetenschappelijk onderzoek zijn het voorwerp van een evaluatie door de Hoge Raad voor levensbeschouwingen.

TITEL VII.-

OVERGANGSMAATREGELEN

TITEL VIII. -

**SLOTBEPALINGEN (afschaffing, wijziging
van wetgeving, enz.)**

6.

Annexes

1. L'agenda des travaux du Groupe de travail

2008

Date	Heures	Ordre du jour	Fonctionnaires présents
24/07	09.30-12.30	Rediger l'AR et Rapport au Roi	Mons. Huygh (adviser, cabinet SPF Justice)
22/09	09.30-12.30	Rediger l'AR et Rapport au Roi	Mons. Huygh (adviser, cabinet SPF Justice)
24/10	09.30-12.30	Rediger l'AR et Rapport au Roi	Mons. Huygh (adviser, cabinet SPF Justice)
21/11	09.30-12.30	Principes et notions générales, accouplement au Rapport des Sages, méthode de travail	Mons. Robert (adviser), Mons. Huygh (adviser, cabinet SPF Justice)
12/12	09.30-12.30	Discussion générale sur la méthode de travail, fréquence des réunions, audiences, discussion sur la définition « philosophie »	Mons. Huygh (adviser, cabinet SPF Justice)

2009

Date	Heures	Ordre du jour	Fonctionnaires présents
16/01	09.30-13.00	Discussion des textes martyrs du Prof. Magits et du Prof. Christians	
13/02	09.30-12.30	Poursuite de la discussion des textes martyrs du Prof. Magits et du Prof.	

		Christians	
20/03	09.30-12.30	Examen des aspects pénaux applicables aux cultes et rédaction des questions pour le service Droit pénal	
12/06	09.30-12.30	Statut des aumôniers et des conseillers moraux dans les établissements pénitentiaires, situation pénale des cultes, discussion des textes du Prof. Magits et du Prof. De Fleurquin et certaines conséquences pénales	M. Stas (conseiller), Cabinet M. Gillard (conseiller) et Mme Failla (attaché), service Droit pénal, SPF Justice
	13.00-17.00	Discussion sur le statut des aumôniers de prison, sur les incompatibilités pour les ministres (de culte), sur les différentes interprétations de la notion de 'ministre (de culte)', et sur un mécanisme de contrôle budgétaire	
10/07	09.30-12.30	Examen du texte du cabinet concernant les aumôniers de prison, examen de la situation budgétaire actuelle des cultes avec Mme Paramelle, et examen de la législation fédérale et régionale	M. Stas (conseiller), Cabinet Mme Paramelle (experte financière), service Cultes et Laïcité, SPF Justice
	13.00-17.00	Poursuite de l'examen de l'impact budgétaire avec Mme Paramelle, situation fiscale et rédaction d'une liste de questions, et cumul interne	Mme Paramelle (experte financière), service Cultes et Laïcité, SPF Justice

		et externe des ministres (de culte)	
28/08	09.30-12.30	Finalisation du texte du Prof. Magits sur la reconnaissance, et liste de questions fiscales pour l'administration des contributions	
	13.00-17.00	Liste de questions concernant les pensions, et répartition des tâches pour les réunions suivantes	
28/09	09.30-12.30	Exposé et discussion du texte de M. Robert	M. Robert (conseiller), service Cultes et Laïcité, SPF Justice
	13.00-17.00	Discussion sur les salaires, décision du Conseil des Ministres, et finalisation des questions en matière de fiscalité et de pensions	
13/11	09.30-12.30	Examen de la simulation budgétaire adaptée	Mme Paramelle (experte financière), service Cultes et Laïcité, SPF Justice
11/12	09.30-12.30	Examen et discussion des effets en droit social de la proposition de loi, principalement par rapport à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	
	13.00-17.00	Poursuite de l'examen et de la discussion des effets en droit social	
21/12	09.30-13.00	Examen des derniers articles concernant les effets en droit social	
	13.30-16.30	Examen du texte de Mme Sägesser sur les organes représentatifs	

2010

Date	Heures	Ordre du jour	Fonctionnaires présents
11/01	09.30-12.30	Discussion concernant les diplômes, la 'barémisation' et le cadre	
	13.00-16.00	Examen et discussion des données budgétaires adaptées	Mme Paramelle (experte financière, SPF Justice)
25/01	09.30-12.30	Poursuite de l'examen et de la discussion du texte du Prof. Magits concernant le statut en droit social et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, article 21 de la Constitution, et pensions	
	13.00-16.00	Examen des données budgétaires adaptées, évolution du cumul depuis 2005, comparaison avec le traitement d'aumônier, et coût budgétaire de la 'barémisation'	Mme Paramelle (experte financière, SPF Justice)
11/02	09.30-12.30	Rédaction du questionnaire pour les organes représentatifs des cultes, et établissement de l'échelle barémique	
	13.00-16.00	Examen et discussion des données budgétaires adaptées, et cadre	Mme Paramelle (experte financière, SPF Justice)
25/02	09.30-12.30	Examen et discussion des données budgétaires adaptées, formation et financement de la formation	Mme Paramelle (experte financière, SPF Justice)
	13.00-16.00	Examen et discussion des données budgétaires adaptées, régime des pensions, et gestion du personnel par les organes	Mme Paramelle (experte financière, SPF Justice)

		représentatifs	
22/03	11.00-14.00	Examen et discussion de l'allocation de résidence, cadre, et préparation de la réunion de l'après-midi	
	15.00-18.00	Rencontre et discussion avec l'administration des pensions	
01/04	09.30-12.30	Rencontre et discussion avec l'organe représentatif des bouddhistes	M. Depreay (président), M. Goetghebeur, M. D'Haeyere, Mme De Knop, M. Maex
	13.00-16.00	Rencontre et discussion avec l'administration des contributions	M. De Cock (administration, service Législation), M. Daem (administration, service Enregistrement du patrimoine), M. Boon (cabinet)
19/04	11.00-14.00	Préparation de la réunion de l'après-midi	
	15.00-18.00	Rencontre et discussion avec l'organe représentatif du culte catholique	M. Quintiens et M. Vervliet
29/04	09.30-12.30	Rencontre et discussion avec l'organe représentatif du culte protestant	M. Liagre (co-président), M. Renneboog (co-président), M. Brohez (chef de bureau), M. Van Der Dussen (secrétaire)
	13.00-16.00	Rencontre et discussion avec l'organe représentatif du culte israélite	M. Kleener, le Grand Rabbin Guigui
17/05	12.00-15.00	Discussion sur l'allocation de résidence, et rencontre et discussion avec l'organe représentatif du culte anglican	M. Innes (président), M. Yiend (membre du Comité central), Mme Ruth Neville (assistante)
27/05	09.30-12.30	Rencontre et discussion avec l'organe représentatif de	Le Métropolitain Panteleimon, Athenogoras Peckstad (évêque), Stavros

		l'église orthodoxe	Triantafyllou (vicaire-général), Moshonas Panayotis, Psallas Evangelos
	13.15-16.15	Rencontre et discussion avec l'administration des impôts	M. Erwin De Paepe (SPF Finances)
03/06	10.00-13.00	Rencontre et discussion avec le Comité d'information et de concertation : allocation de résidence, pensions, dons déductibles, précompte immobilier, etc.	M. Van Dooren (Communauté flamande, administration), M. Xenophontos (Région de Bruxelles-Capitale, administration), M. Timmermans (cabinet, SPF Justice)
	13.30-16.30	Rencontre et discussion avec l'organe représentatif de la communauté convictionnelle laïque	Mme Eggerickx (présidente de l'UVV), Mme Van Haren, Mme De Ketelaere, M. Galand (président du CAL), M. de Brueker et M. Villers.
28/06	09.30-12.30	Rencontre et discussion avec le culte catholique	Monseigneur Harpigny et M. Vervliet
	14.30-20.30	Discussion sur le financement des organisations coupoles des organes représentatifs, et rencontre et discussion avec l'organe représentatif du culte islamique	M. Ugürlü (président), Mme Laroche (secrétaire général), M. El-Ouahabi
05/07	10.00-13.00	Rencontre multilatérale avec les organes représentatifs des cultes reconnus et des bouddhistes	
	13.30-16.30	Discussion sur la réunion multilatérale, et discussion sur le statut de l'organe représentatif	

Séminaire résidentiel à Anvers.

Date	Heures	Ordre du jour	Fonctionnaires présents
08/07	15.30-19.30	Finalisation des textes de loi et des textes pour le rapport concernant l'organe représentatif, le Conseil supérieur consultatif, et la flexibilité du nouveau système	M. Tysebaert (conseiller général), M. Timmermans (cabinet Justice)
09/07	09.30-12.30	Finalisation des textes de loi et des textes pour le rapport concernant le profil des techniques d'enquête, la définition de 'ministre (de culte)' et les incompatibilités	M. Timmermans (cabinet Justice)
	13.00-16.00	Finalisation des textes de loi et des textes pour le rapport concernant le cumul externe, et coordination avec le texte de loi sur les aumôniers	M. Timmermans (cabinet Justice)
	16.30-20.30	Finalisation des textes de loi et des textes pour le rapport concernant la déductibilité fiscale, et coordination avec le droit commun	M. Timmermans (cabinet Justice)
10/07	09.30-12.30	Finalisation des textes de loi et des textes pour le rapport, exposé des motifs	M. Timmermans (cabinet Justice)
	13.00-16.00	Finalisation des textes de loi et des textes pour le rapport, répartition des tâches	M. Tysebaert (conseiller général), M. Timmermans (cabinet Justice)

Bruxelles

23.08	09.30-13.00		
	13.30-16.45	Examen du double système enregistrement reconnaissance	Rencontre avec M. De Witte (CECLR)
30.08	09.30-12.30		
	13.00-16.00	Discussion sur l'inter- culturalité, la liberté absolue des cultes et l'enregistrement	Rencontre avec Henry de Cordes, Président du CIAOSN
02.09	09.30-12.30	Lecture finale des textes	
	13.00-16.00	Lecture finale des textes	
10.09	09.30-12.30	Examen des chiffres budgétaires	M. Erwin De Paepe (SPF Finances)
	13.00-18.45	Lecture finale des textes de loi et des textes pour le rapport	
13.09	09.30-12.30	Lecture finale des textes de loi et des textes pour le rapport	
	13.00-17.00	Lecture finale des textes de loi et des textes pour le rapport	
27.09	09.30-12.30	Lecture finale des textes de loi et des textes pour le rapport	
	13.00-16.00	Lecture finale des textes de loi et des textes pour le rapport	
04.10	13.30-16.30	Lecture finale des traductions des textes de loi et des textes pour le rapport	
25.10	09.30-12.30	Lecture finale des traductions des textes de loi et des textes pour le rapport	
	13.00-16.00	Lecture finale des traductions	

		des textes de loi et des textes pour le rapport	
--	--	---	--

2. Tableaux et données complémentaires

1. Age moyen des ministres et délégués

Estimation de l'âge moyen des ministres de chaque culte reconnu et des délégués du Conseil Central Laïque bénéficiant d'un traitement inscrit au budget du SPF Justice, service des cultes et de la laïcité

	≤ 25 ans	>25 ans et ≤ 35 ans	>35 ans et ≤ 45 ans	>45 ans et ≤ 55 ans	>55 ans et ≤ 65 ans	>65 ans et ≤ 70 ans	>70 ans et ≤ 75 ans	> 75 ans	TOTAL
Catholique	1	81	405	694	690	347	309	249	2776
Protestant	0	8	25	43	41	5	1	0	123
Anglican	0	2	0	7	0	2	1	0	12
Israélite	0	7	6	7	8	3	1	1	33
Orthodoxe	0	7	9	16	9	2	3	2	48
Islamique	0	1	2	0	1	0	0	0	4
Laïcité	6	119	88	50	27	0	0	0	290

	≤ 25 ans	>25 ans et ≤ 35 ans	>35 ans et ≤ 45 ans	>45 ans et ≤ 55 ans	>55 ans et ≤ 65 ans	>65 ans et ≤ 70 ans	>70 ans et ≤ 75 ans	> 75 ans	TOTAL
Catholique	0,04%	2,92%	14,59%	25,00%	24,86%	12,50%	11,13%	8,97%	100,00%
Protestant	0,00%	6,50%	20,33%	34,96%	33,33%	4,07%	0,81%	0,00%	100,00%
Anglican	0,00%	16,67%	0,00%	58,33%	0,00%	16,67%	8,33%	0,00%	100,00%
Israélite	0,00%	21,21%	18,18%	21,21%	24,24%	9,09%	3,03%	3,03%	100,00%
Orthodoxe	0,00%	14,58%	18,75%	33,33%	18,75%	4,17%	6,25%	4,17%	100,00%
Islamique	0,00%	25,00%	50,00%	0,00%	25,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%
Laïcité	2,07%	41,03%	30,34%	17,24%	9,31%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%

2. Nationalités des ministres et délégués

Nombre des ministres de chaque culte reconnu et des délégués du Conseil Central Laïque non belges par nationalité à la date du 2 juin 2009

	Catholique	Protestant	Anglican	Israélite	Orthodoxe	Islamique	Laïcité
Allemande	1	5					1
Américaine USA	1	1	2	1			
Australienne			1				
Bénoïse	2						
Bésilienne	3						
Britannique		1	5	1			
Burkinabé	5						
Burundaise	7						
Camérounais	6						
Canadienne	2	1					
Centrafricaine	2						
Chilienne	1						
Colombienne	2						
Congo (Rép. Pop.)	1						
Congolais	151	2					
Costaricienne	1						
Espagnole	5						1
Française	30	4		3	1		6
Géorgienne					1		
Ghanéenne	1						
Grécque					11		
Hongroise	1						
Indienne	1						
Irlandaise	1						
Israélienne				2			
Italienne	12	1					
Ivoirienne	4						
Libanaise	4						
Luxembourgeoise	1						
Malgache	1						
Malienn	1						
Mexicaine	2						
Mozambicaine	1						
Néerlandaise	8	14			1		3
Nigériane	4		1				
Nigérienne	6						
Norvégienne		1					
Ougandais	1						
Philippine	2						
Polonaise	37	1					
Portugaise	2						
Roumaine	2				1		
Russe					1		
Rwandais	12	1					
Sénégalais	1						
Slovène	1						
Suisse	1						
Togolais	1						
Turque							1
Ukrainienne	3						
Venezuelienne	1						
TOTAL	332	32	9	7	16	0	12

% de nationalité étrangères dans chaque culte et au sein de la laïcité

culte catholique	11,96%
Culte protestant	26,02%
culte anglican	75,00%
culte israélite	21,21%
culte orthodoxe	33,33%
laïcité s.p.	4,14%

2 juillet 2009

3. Durée moyenne des fonctions

Estimation de la durée moyenne de service des ministres de chaque culte reconnu et des délégués du Conseil Central Laïque

	≤ 5 ans	>5 ans et ≤ 10 ans	>10 ans et ≤ 15 ans	>15 ans et ≤ 20 ans	>20 ans et ≤ 25 ans	>25 ans et ≤ 30 ans	>30 ans et ≤ 35 ans	> 35 ans	TOTAL
Catholique	443	523	410	290	220	182	195	513	2776
Protestant	58	37	11	6	5	2	3	1	123
Anglican	9	3	0	0	0	0	0	0	12
Israélite	13	9	4	3	2	0	2	0	33
Orthodoxe	16	10	10	3	9	0	0	0	48
Islamique	4	0	0	0	0	0	0	0	4
Laïcité	181	65	24	5	8	7	0	0	290

	≤ 5 ans	>5 ans et ≤ 10 ans	>10 ans et ≤ 15 ans	>15 ans et ≤ 20 ans	>20 ans et ≤ 25 ans	>25 ans et ≤ 30 ans	>30 ans et ≤ 35 ans	> 35 ans	TOTAL
Catholique	15,96%	18,84%	14,77%	10,45%	7,93%	6,56%	7,02%	18,48%	100,00%
Protestant	47,15%	30,08%	8,94%	4,88%	4,07%	1,63%	2,44%	0,81%	100,00%
Anglican	75,00%	25,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%
Israélite	39,39%	27,27%	12,12%	9,09%	6,06%	0,00%	6,06%	0,00%	100,00%
Orthodoxe	33,33%	20,83%	20,83%	6,25%	18,75%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%
Islamique	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%
Laïcité	62,41%	22,41%	8,28%	1,72%	2,76%	2,41%	0,00%	0,00%	100,00%

4. Evaluations des coûts – traitements — Evolution sur 15 ans, à effectif constant sans mise à la pension

Index 1,4859

Culte Catholique

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	68 371,77	101 593,61	101 593,61
A	7	55 127,56	81 914,04	573 398,29
B1	80	35 408,45	52 613,42	4 209 073,27
B2	51	27 647,32	41 081,15	2 095 138,79
C1	766	20 500,33	30 461,44	23 333 463,31
C2	767	15 537,47	23 087,13	17 707 826,16
D	1104	14 500,00	21 545,55	23 786 287,20
TOTAL	2776			71 806 780,63

Culte Protestant

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	55 127,56	81 914,04	163 828,08
B1	2	35 408,45	52 613,42	105 226,83
B2	2	27 647,32	41 081,15	82 162,31
C1	60	20 500,33	30 461,44	1 827 686,42
C2	60	15 537,47	23 087,13	1 385 227,60
D	5	14 500,00	21 545,55	107 727,75
TOTAL	131			3 671 858,99

Culte Anglican

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04

B2	2	27 647,32	41 081,15	82 162,31
C1	7	20 500,33	30 461,44	213 230,08
C2	6	15 537,47	23 087,13	138 522,76
TOTAL	16			515 829,19

Culte Israélite

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B1	2	35 408,45	52 613,42	105 226,83
B2	2	27 647,32	41 081,15	82 162,31
C1	13	20 500,33	30 461,44	395 998,72
C2	13	15 537,47	23 087,13	300 132,65
TOTAL	31			965 434,55

Culte Orthodoxe

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B1	3	35 408,45	52 613,42	157 840,25
B2	3	27 647,32	41 081,15	123 243,46
C1	17	20 500,33	30 461,44	517 844,49
C2	17	15 537,47	23 087,13	392 481,15
D	8	14 500,00	21 545,55	172 364,40
TOTAL	49			1 445 687,79

Culte Islamique

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	55 127,56	81 914,04	163 828,08
B1	2	35 408,45	52 613,42	105 226,83
B2	4	27 647,32	41 081,15	164 324,61
C1	52	20 500,33	30 461,44	1 583 994,90
C2	52	15 537,47	23 087,13	1 200 530,59
D	52	14 500,00	21 545,55	1 120 368,60
TOTAL	164			4 338 273,61

Laïcité

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	38 735,08	57 556,46	115 112,91
B1	2	35 408,45	52 613,42	105 226,83
B2	20	27 647,32	41 081,15	821 623,06
C1	125	20 500,33	30 461,44	3 807 680,04
C2	125	15 537,47	23 087,13	2 885 890,83
D	20	14 500,00	21 545,55	430 911,00
TOTAL	294			8 166 444,68

Bouddhisme

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	38 735,08	57 556,46	57 556,46
B1	2	35 408,45	52 613,42	105 226,83
B2	2	27 647,32	41 081,15	82 162,31
C1	13	20 500,33	30 461,44	395 998,72
C2	13	15 537,47	23 087,13	300 132,65
TOTAL	31			941 076,96

N+5

Index 1,4859

Culte Catholique

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	68 371,77	101 593,61	101 593,61
A	7	55 127,56	81 914,04	573 398,29
B1	80	38 057,39	56 549,48	4 523 958,06
B2	51	30 296,26	45 017,21	2 295 877,85
C1	766	23 303,78	34 627,09	26 524 348,41
C2	767	16 994,30	25 251,83	19 368 153,89
D	1104	15 558,64	23 118,58	25 522 915,83
TOTAL	2776			78 910 245,95

Culte Protestant

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	55 127,56	81 914,04	163 828,08
B1	2	38 057,39	56 549,48	113 098,95
B2	2	30 296,26	45 017,21	90 034,43
C1	60	23 303,78	34 627,09	2 077 625,20
C2	60	16 994,30	25 251,83	1 515 109,82
D	5	15 558,64	23 118,58	115 592,92
TOTAL	131			4 075 289,40

Culte Anglican

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B2	2	30 296,26	45 017,21	90 034,43
C1	7	23 303,78	34 627,09	242 389,61
C2	6	16 994,30	25 251,83	151 510,98
TOTAL	16			565 849,06

Culte Israélite

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B1	2	38 057,39	56 549,48	113 098,95
B2	2	30 296,26	45 017,21	90 034,43
C1	13	23 303,78	34 627,09	450 152,13
C2	13	16 994,30	25 251,83	328 273,79
TOTAL	31			1 063 473,34

Culte Orthodoxe

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B1	3	38 057,39	56 549,48	169 648,43
B2	3	30 296,26	45 017,21	135 051,64
C1	17	23 303,78	34 627,09	588 660,47
C2	17	16 994,30	25 251,83	429 281,12
D	8	15 558,64	23 118,58	184 948,67
TOTAL	49			1 589 504,36

Culte Islamique

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	55 127,56	81 914,04	163 828,08
B1	2	38 057,39	56 549,48	113 098,95
B2	4	30 296,26	45 017,21	180 068,85
C1	52	23 303,78	34 627,09	1 800 608,51
C2	52	16 994,30	25 251,83	1 313 095,18
D	52	15 558,64	23 118,58	1 202 166,33
TOTAL	164			4 772 865,90

Laïcité

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	41 384,02	61 492,52	122 985,03
B1	2	38 057,39	56 549,48	113 098,95
B2	20	30 296,26	45 017,21	900 344,25
C1	125	23 303,78	34 627,09	4 328 385,84
C2	125	16 994,30	25 251,83	3 156 478,80
D	20	15 558,64	23 118,58	462 371,66
TOTAL	294			9 083 664,53

Bouddhisme

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	41 384,02	61 492,52	61 492,52
B1	2	38 057,39	56 549,48	113 098,95
B2	2	30 296,26	45 017,21	90 034,43
C1	13	23 303,78	34 627,09	450 152,13
C2	13	16 994,30	25 251,83	328 273,79
TOTAL	31			1 043 051,81

N+10

Index 1,4859

Culte Catholique

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	68 371,77	101 593,61	101 593,61
A	7	55 127,56	81 914,04	573 398,29
B1	80	42 030,80	62 453,57	4 996 285,26
B2	51	36 069,67	53 595,92	2 733 392,06
C1	766	25 202,20	37 447,95	28 685 128,92
C2	767	18 053,96	26 826,38	20 575 832,82
D	1104	16 617,03	24 691,24	27 259 134,34
TOTAL	2776			84 924 765,30

Culte Protestant

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	55 127,56	81 914,04	163 828,08
B1	2	42 030,80	62 453,57	124 907,13
B2	2	36 069,67	53 595,92	107 191,85
C1	60	25 202,20	37 447,95	2 246 876,94
C2	60	18 053,96	26 826,38	1 609 582,75
D	5	16 617,03	24 691,24	123 456,22
TOTAL	131			4 375 842,97

Culte Anglican

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B2	2	36 069,67	53 595,92	107 191,85
C1	7	25 202,20	37 447,95	262 135,64
C2	6	18 053,96	26 826,38	160 958,27
TOTAL	16			612 199,80

Culte Israélite

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B1	2	42 030,80	62 453,57	124 907,13
B2	2	36 069,67	53 595,92	107 191,85
C1	13	25 202,20	37 447,95	486 823,34
C2	13	18 053,96	26 826,38	348 742,93
TOTAL	31			1 149 579,28

Culte Orthodoxe

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B1	3	42 030,80	62 453,57	187 360,70
B2	3	36 069,67	53 595,92	160 787,77
C1	17	25 202,20	37 447,95	636 615,13
C2	17	18 053,96	26 826,38	456 048,45
D	8	16 617,03	24 691,24	197 529,96
TOTAL	49			1 720 256,04

Culte Islamique

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	55 127,56	81 914,04	163 828,08
B1	2	42 030,80	62 453,57	124 907,13
B2	4	36 069,67	53 595,92	214 383,69
C1	52	25 202,20	37 447,95	1 947 293,35
C2	52	18 053,96	26 826,38	1 394 971,72
D	52	16 617,03	24 691,24	1 283 944,73
TOTAL	164			5 129 328,70

Laïcité

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	45 357,43	67 396,61	134 793,21
B1	2	42 030,80	62 453,57	124 907,13
B2	20	36 069,67	53 595,92	1 071 918,45
C1	125	25 202,20	37 447,95	4 680 993,62
C2	125	18 053,96	26 826,38	3 353 297,40

D	20	16 617,03	24 691,24	493 824,90
TOTAL	294			9 859 734,71

Bouddhisme

Niveau x	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	45 357,43	67 396,61	67 396,61
B1	2	42 030,80	62 453,57	124 907,13
B2	2	36 069,67	53 595,92	107 191,85
C1	13	25 202,20	37 447,95	486 823,34
C2	13	18 053,96	26 826,38	348 742,93
TOTAL	31			1 135 061,85

N+15

Index 1,4859

Culte Catholique

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	68 371,77	101 593,61	101 593,61
A	7	55 127,56	81 914,04	573 398,29
B1	80	44 679,74	66 389,63	5 311 170,05
B2	51	38 718,61	57 531,98	2 934 131,11
C1	766	28 049,83	41 679,24	31 926 299,68
C2	767	19 643,45	29 188,20	22 387 351,21
D	1104	18 557,47	27 574,54	30 442 297,32
TOTAL	2776			93 676 241,27

Culte Protestant

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	55 127,56	81 914,04	163 828,08
B1	2	44 679,74	66 389,63	132 779,25
B2	2	38 718,61	57 531,98	115 063,97
C1	60	28 049,83	41 679,24	2 500 754,54

C2	60	19 643,45	29 188,20	1 751 292,14
D	5	18 557,47	27 574,54	137 872,72
TOTAL	131			4 801 590,71

Culte Anglican

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B2	2	38 718,61	57 531,98	115 063,97
C1	7	28 049,83	41 679,24	291 754,70
C2	6	19 643,45	29 188,20	175 129,21
TOTAL	16			663 861,92

Culte Israélite

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B1	2	44 679,74	66 389,63	132 779,25
B2	2	38 718,61	57 531,98	115 063,97
C1	13	28 049,83	41 679,24	541 830,15
C2	13	19 643,45	29 188,20	379 446,63
TOTAL	31			1 251 034,04

Culte Orthodoxe

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	55 127,56	81 914,04	81 914,04
B1	3	44 679,74	66 389,63	199 168,88
B2	3	38 718,61	57 531,98	172 595,95
C1	17	28 049,83	41 679,24	708 547,12
C2	17	19 643,45	29 188,20	496 199,44
D	8	18 557,47	27 574,54	220 596,36
TOTAL	49			1 879 021,78

Culte Islamique

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	55 127,56	81 914,04	163 828,08

B1	2	44 679,74	66 389,63	132 779,25
B2	4	38 718,61	57 531,98	230 127,93
C1	52	28 049,83	41 679,24	2 167 320,60
C2	52	19 643,45	29 188,20	1 517 786,52
D	52	18 557,47	27 574,54	1 433 876,32
TOTAL	164			5 645 718,71

Laïcité

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	2	48 006,37	71 332,67	142 665,33
B1	2	44 679,74	66 389,63	132 779,25
B2	20	38 718,61	57 531,98	1 150 639,65
C1	125	28 049,83	41 679,24	5 209 905,30
C2	125	19 643,45	29 188,20	3 648 525,29
D	20	18 557,47	27 574,54	551 490,89
TOTAL	294			10 836 005,72

Bouddhisme

Niveaux	Nombre	traitement	traitement indexé	traitement annuel
A	1	48 006,37	71 332,67	71 332,67
B1	2	44 679,74	66 389,63	132 779,25
B2	2	38 718,61	57 531,98	115 063,97
C1	13	28 049,83	41 679,24	541 830,15
C2	13	19 643,45	29 188,20	379 446,63
TOTAL	31			1 240 452,66

5. Evaluations des coûts – traitements — Evolution sur 15 ans, avec mise à la pension

Culte catholique - année n							
	Nombre	Grade (pour mémoire)	barème du 100 %	barème du 60 %	index	barème indexé	TOTAL
A	1	archevêque	68 371,77 €		1,4859	101 593,61 €	101 593,61 €
A	7	Evêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	573 398,29 €
B1	24	Vicaire général	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	1 262 721,98 €
B1	56	Chanoine	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	2 948 351,29 €
B2	49	Secrétaire	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	2 578 057,38 €
B2	2	secrétaire à 50%		17 704,23 €	1,4859	26 306,72 €	52 613,43 €
C1	747	desservant, chapelain, curé	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	22 754 695,94 €
C1	19	desservant, chapelain, curé à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	289 383,58 €
C2	747	desservant, chapelain, curé	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	17 246 083,62 €
C2	20	desservant, chapelain, curé à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,56 €	230 871,27 €
D	944	vicaire, vicaire assistant paroissial	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	20 338 999,20 €
D	160	vicaire, vicaire assistant paroissial à 50%		7 250,00 €	1,4859	10 772,78 €	1 723 644,00 €
OUT							
A		archevêque	68 371,77 €		1,4859	101 593,61 €	0,00 €
A		Evêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	11	Vicaire général	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	578 747,57 €
B1	30	Chanoine	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	1 578 402,48 €
B2	3	Secrétaire	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	157 840,25 €
B2		secrétaire à 50%		17 704,23 €	1,4859	26 306,72 €	0,00 €
C1	325	desservant, chapelain, curé	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	9 899 968,11 €
C1	4	desservant, chapelain, curé à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	60 922,88 €
C2	325	desservant, chapelain, curé	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	7 503 316,17 €
C2	6	desservant, chapelain, curé à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,56 €	57 717,82 €
D	246	vicaire, vicaire assistant paroissial	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	5 300 205,30 €
D	26	vicaire, vicaire assistant paroissial à 50%		7 250,00 €	1,4859	10 772,78 €	280 092,16 €
IN							
A		archevêque	68 371,77 €		1,4859	101 593,61 €	0,00 €
A		Evêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	11	Vicaire général	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	578 747,57 €
B1	30	Chanoine	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	1 578 402,48 €
B2	3	Secrétaire	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	157 840,25 €
B2		secrétaire à 50%		17 704,23 €	1,4859	26 306,72 €	0,00 €
C1	11	desservant, chapelain, curé	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	335 075,84 €
C1		desservant, chapelain, curé à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	0,00 €
C2	11	desservant, chapelain, curé	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	253 958,39 €
C2		desservant, chapelain, curé à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,56 €	0,00 €
D	20	vicaire, vicaire assistant paroissial	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	430 911,00 €
D		vicaire, vicaire assistant paroissial à 50%		7 250,00 €	1,4859	10 772,78 €	0,00 €
TOTAL							
	1 887						48 016 136,50 €
	-889	DELTA					

Culte protestant évangélique - année n

Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	1 pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	81 914,04 €
A	1 pasteur-président à 50%		27 563,78 €	1,4859	40 997,02 €	40 997,02 €
B1	2	35 408,46 €		1,4859	52 613,42 €	105 226,83 €
B2	2 secrétaire	27 547,32 €		1,4859	41 081,15 €	82 162,31 €
C1	56 desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	1 705 840,66 €
C1	1 desservant à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	15 230,72 €
C2	57 desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	1 315 968,22 €
D	3 auxiliaire	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	64 635,65 €
TOTAL						
OUT						
A	1 pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
A	1 pasteur-président à 50%		27 563,78 €	1,4859	40 997,02 €	0,00 €
B1	2	35 408,46 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B2	2 secrétaire	27 547,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
C1	56 desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	121 845,76 €
C1	1 desservant à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	0,00 €
C2	57 desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	59 261,38 €
D	3 auxiliaire	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	21 545,55 €
TOTAL						
123						3 411 934,45 €
0 DELTA						

Culte anglican - année n

Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	Président du comité central	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B2	secrétaire	27 547,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
C1	6 desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	182 768,64 €
C2	6 desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	138 522,78 €
D	auxiliaire	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	0,00 €
TOTAL						
OUT						
A	1 pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B2	secrétaire	27 547,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
C1	3 desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	91 384,32 €
C2	3 desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	0,00 €
D	auxiliaire	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	0,00 €
TOTAL						
IN						
A	1 pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B2	secrétaire	27 547,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
C1	3 desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	91 384,32 €
C2	3 desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	0,00 €
D	auxiliaire	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	0,00 €
TOTAL						
12						321 291,40 €

Culte israélite - année n

Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	grand rabbin de Belgique	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	grand rabbin	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	105 226,83 €
B1	grand rabbin à 50%		17 704,23 €	1,4859	26 306,71 €	26 306,71 €
B2	secrétaire	27 647,32 €		1,4859	41 081,15 €	82 162,31 €
B2	secrétaire à 50%		13 823,56 €	1,4859	20 540,58 €	20 540,58 €
C1	desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	385 537,28 €
C1	desservant à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	30 461,44 €
C2	desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	23 087,13 €
C2	desservant à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,56 €	23 087,13 €
OUT						
A	grand rabbin de Belgique	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	grand rabbin	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	52 613,42 €
B1	grand rabbin à 50%		17 704,23 €	1,4859	26 306,71 €	26 306,71 €
B2	secrétaire	27 647,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
B2	secrétaire à 50%		13 823,56 €	1,4859	20 540,58 €	20 540,58 €
C1	desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	60 922,88 €
C1	desservant à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	15 230,72 €
C2	desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	23 087,13 €
C2	desservant à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,56 €	11 543,56 €
IN						
A	grand rabbin de Belgique	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	grand rabbin	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	52 613,42 €
B1	grand rabbin à 50%		17 704,23 €	1,4859	26 306,71 €	26 306,71 €
B2	secrétaire	27 647,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
B2	secrétaire à 50%		13 823,56 €	1,4859	20 540,58 €	20 540,58 €
C1	desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	60 922,88 €
C1	desservant à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	15 230,72 €
C2	desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	23 087,13 €
C2	desservant à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,56 €	11 543,56 €

33

684 193,54 €

Culte orthodoxe - année n

Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	Métropolitain archevêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	81 914,04 €
B1	archevêque	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	105 226,83 €
B1	évêque	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	52 613,42 €
B1	Vicaire général	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	52 613,42 €
B2	Secrétaire	27 647,32 €		1,4859	41 081,15 €	82 162,31 €
C1	desservant, vicaire	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	609 228,81 €
C1	desservant, vicaire à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	15 230,72 €
C2	desservant, vicaire	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	461 742,53 €
C2	desservant, vicaire à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,56 €	0,00 €
OUT						
A	Métropolitain archevêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	archevêque	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	52 613,42 €
B1	évêque	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B1	Vicaire général	35 408,45 €		2,4859	88 021,87 €	0,00 €
B2	Secrétaire	27 647,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
C1	desservant, vicaire	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	91 384,32 €
C1	desservant, vicaire à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	15 230,72 €
C2	desservant, vicaire	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	0,00 €
C2	desservant, vicaire à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,56 €	0,00 €
IN						
A	Métropolitain archevêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	archevêque	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	52 613,42 €
B1	évêque	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B1	Vicaire général	35 408,45 €		2,4859	88 021,87 €	0,00 €
B2	Secrétaire	27 647,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
C1	desservant, vicaire	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	91 384,32 €
C1	desservant, vicaire à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	15 230,72 €
C2	desservant, vicaire	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	0,00 €
C2	desservant, vicaire à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,56 €	0,00 €

46

1 460 732,07 €

Culte catholique - année n+5

	Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	1	archevêque	66 371,77 €		1,4859	101 593,81 €	101 593,81 €
A	7	Evêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	573 398,30 €
B1	24	vicaires généraux	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	1 357 187,42 €
B1	66	Chanoine	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	3 154 982,47 €
B2	49	Secrétaire	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	2 783 052,19 €
B2	2	secrétaire à 50%		19 028,70 €		28 274,74 €	56 549,48 €
C1	390	desservant, chapelain, curé	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	13 412 197,46 €
C1	15	desservant, chapelain, curé à 50%		11 651,89 €		17 313,54 €	259 703,15 €
C2	387	desservant, chapelain, curé	16 994,30 €		1,4859	25 251,83 €	9 722 866,56 €
C2	16	desservant, chapelain, curé à 50%		8 497,16 €		12 625,92 €	189 368,75 €
D	704	vicaires, vicaires assistant paroissial	15 558,64 €		1,4859	23 118,59 €	16 230 426,39 €
D	128	vicaires, vicaires assistant paroissial à 50%		7 779,32 €		11 559,29 €	1 456 470,74 €
COUT							
A		archevêque	66 371,77 €		1,4859	101 593,81 €	0,00 €
A		Evêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1		vicaires généraux	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	0,00 €
B1	1	Chanoine	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	56 549,48 €
B2	1	Secrétaire	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	56 549,48 €
B2		secrétaire à 50%		19 028,70 €		28 274,74 €	0,00 €
C1	15	desservant, chapelain, curé	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	519 406,30 €
C1	15	desservant, chapelain, curé à 50%		11 651,89 €		17 313,54 €	17 313,54 €
C2	15	desservant, chapelain, curé	16 994,30 €		1,4859	25 251,83 €	378 777,46 €
C2	2	desservant, chapelain, curé à 50%		8 497,16 €		12 625,92 €	25 251,83 €
D	27	vicaires, vicaires assistant paroissial	15 558,64 €		1,4859	23 118,59 €	624 201,75 €
D		vicaires, vicaires assistant paroissial à 50%		7 779,32 €		11 559,29 €	0,00 €
IN							
A		archevêque	66 371,77 €		1,4859	101 593,81 €	0,00 €
A		Evêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1		vicaires généraux	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	0,00 €
B1	1	Chanoine	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	52 613,42 €
B2	1	Secrétaire	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	52 613,42 €
B2		secrétaire à 50%		17 704,23 €		28 306,72 €	0,00 €
C1	11	desservant, chapelain, curé	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	335 075,54 €
C1		desservant, chapelain, curé à 50%		10 250,17 €		15 230,72 €	0,00 €
C2	11	desservant, chapelain, curé	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	253 958,39 €
C2		desservant, chapelain, curé à 50%		7 768,74 €		11 543,58 €	0,00 €
D	20	vicaires, vicaires assistant paroissial	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	430 911,90 €
D		vicaires, vicaires assistant paroissial à 50%		7 250,00 €		10 772,78 €	0,00 €
							1 788
							-19 DELTA
							46 714 718,75 €

Culte protestant évangélique - année n+5

	Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	1	pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	81 914,04 €
A	1	pasteur-président à 50%		27 563,78 €		40 957,02 €	40 957,02 €
B1	2	vicaires généraux	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	113 098,96 €
B2	2	secrétaire	30 296,26 €		1,4859	45 017,21 €	45 017,21 €
C1	56	desservant	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	1 692 845,99 €
C1	1	desservant à 50%		11 651,89 €		17 313,54 €	17 313,54 €
C2	57	desservant	16 994,30 €		1,4859	25 251,83 €	1 237 330,69 €
D	3	auxiliaire	15 558,64 €		1,4859	23 118,59 €	69 355,75 €
COUT							
A		pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
A		pasteur-président à 50%		27 563,78 €		40 957,02 €	0,00 €
B1		vicaires généraux	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	0,00 €
B2	1	secrétaire	30 296,26 €		1,4859	45 017,21 €	45 017,21 €
C1	2	desservant	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	69 254,17 €
C1		desservant à 50%		11 651,89 €		17 313,54 €	0,00 €
C2	2	desservant	16 994,30 €		1,4859	25 251,83 €	50 503,66 €
D		auxiliaire	15 558,64 €		1,4859	23 118,59 €	0,00 €
IN							
A		pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
A		pasteur-président à 50%		27 563,78 €		40 957,02 €	0,00 €
B1		vicaires généraux	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	0,00 €
B2	1	secrétaire	30 296,26 €		1,4859	45 017,21 €	41 081,15 €
C1	2	desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	60 922,88 €
C1		desservant à 50%		10 250,17 €		15 230,72 €	0,00 €
C2	2	desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	46 174,26 €
D		auxiliaire	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	0,00 €
							123
							3 181 245,44 €

« chargé de la réforme de la législation sur les cultes et sur les organisations philosophiques non confessionnelles »

Culte anglican - anné n°5

Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B2	secrétaire	30 296,26 €		1,4859	45 017,21 €	0,00 €
C1	desservant	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	207 762,52 €
C2	desservant	16 994,30 €		1,4859	25 251,83 €	161 510,88 €
D	auxiliaire	15 556,54 €		1,4859	23 118,58 €	0,00 €
OUT						
A	pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B2	secrétaire	30 296,26 €		1,4859	45 017,21 €	0,00 €
C1	desservant	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	0,00 €
C2	desservant	16 994,30 €		1,4859	25 251,83 €	0,00 €
D	auxiliaire	15 556,54 €		1,4859	23 118,58 €	0,00 €
IN						
A	pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B2	secrétaire	27 847,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
C1	desservant	20 800,33 €		1,4859	30 481,44 €	0,00 €
C2	desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	0,00 €
D	auxiliaire	14 800,00 €		1,4859	21 545,56 €	0,00 €
						359 273,50 €

12

Culte israélite - anné n°5

Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	grand rabbin de Belgique	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	grand rabbin	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	113 098,96 €
B1	grand rabbin à 50%		19 028,70 €	1,4859	28 274,74 €	28 274,74 €
B2	secrétaire	30 296,26 €		1,4859	45 017,21 €	90 034,43 €
B2	secrétaire à 50%		15 148,13 €	1,4859	22 508,61 €	22 508,61 €
C1	desservant	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	414 114,81 €
C1	desservant à 50%		11 651,89 €	1,4859	17 313,54 €	34 627,09 €
C2	desservant	16 994,30 €		1,4859	25 251,83 €	276 502,56 €
C2	desservant à 50%		8 497,15 €	1,4859	12 625,92 €	28 251,83 €
OUT						
A	grand rabbin de Belgique	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	grand rabbin	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	0,00 €
B1	grand rabbin à 50%		19 028,70 €	1,4859	28 274,74 €	0,00 €
B2	secrétaire	30 296,26 €		1,4859	45 017,21 €	0,00 €
B2	secrétaire à 50%		15 148,13 €	1,4859	22 508,61 €	0,00 €
C1	desservant	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	0,00 €
C1	desservant à 50%		11 651,89 €	1,4859	17 313,54 €	0,00 €
C2	desservant	16 994,30 €		1,4859	25 251,83 €	0,00 €
C2	desservant à 50%		8 497,15 €	1,4859	12 625,92 €	0,00 €
IN						
A	grand rabbin de Belgique	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	grand rabbin	38 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B1	grand rabbin à 50%		17 704,23 €	1,4859	26 306,71 €	0,00 €
B2	secrétaire	27 847,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
B2	secrétaire à 50%		13 823,85 €	1,4859	20 540,58 €	0,00 €
C1	desservant	20 500,33 €		1,4859	30 481,44 €	0,00 €
C1	desservant à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	0,00 €
C2	desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	0,00 €
C2	desservant à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,58 €	0,00 €
						1 004 853,11 €

33

Culte orthodoxe - année n+5

	Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	1	Métropolitain archevêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	81 914,04 €
B1	2	archevêque	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	113 098,96 €
B1	1	évêque	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	56 549,48 €
B1	1	Vicaire général	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	56 549,48 €
B2	2	Secrétaire	30 296,28 €		1,4859	45 017,21 €	90 034,43 €
C1	20	desservant, vicaire	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	690 212,90 €
C1	1	desservant, vicaire à 50%		11 691,89 €	1,4859	17 313,54 €	17 313,54 €
C2	20	desservant, vicaire	16 984,30 €		1,4859	25 251,83 €	503 790,19 €
C2	1	desservant, vicaire à 50%		8 497,15 €	1,4859	12 625,92 €	0,00 €
OUT							
A	1	Métropolitain archevêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	2	archevêque	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	0,00 €
B1	1	évêque	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	0,00 €
B1	1	Vicaire général	38 057,39 €		1,4859	56 549,48 €	0,00 €
B2	2	Secrétaire	30 296,28 €		1,4859	45 017,21 €	0,00 €
C1	1	desservant, vicaire	23 303,78 €		1,4859	34 627,09 €	34 627,09 €
C1	1	desservant, vicaire à 50%		11 691,89 €	1,4859	17 313,54 €	0,00 €
C2	1	desservant, vicaire	16 984,30 €		1,4859	25 251,83 €	0,00 €
C2	1	desservant, vicaire à 50%		8 497,15 €	1,4859	12 625,92 €	0,00 €
IN							
A	1	Métropolitain archevêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	1	archevêque	38 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B1	1	évêque	38 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B1	1	Vicaire général	38 408,45 €		2,4859	88 021,87 €	0,00 €
B2	1	Secrétaire	27 647,32 €		1,4859	41 081,19 €	0,00 €
C1	1	desservant, vicaire	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	30 461,44 €
C1	1	desservant, vicaire à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	0,00 €
C2	1	desservant, vicaire	16 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	0,00 €
C2	1	desservant, vicaire à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 943,56 €	0,00 €
46							
							1 605 297,36 €

Culte catholique - année n+10

	Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	1	archevêque	68 371,77 €		1,4859	101 593,61 €	101 593,61 €
A	7	Evêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	573 368,29 €
B1	24	Vicaire général	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	1 458 895,58 €
B1	561	Chanoine	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	3 483 943,17 €
B2	491	Secrétaire	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	2 989 379,64 €
B2	2	secrétaire à 50%		21 015,40 €	1,4859	31 226,78 €	62 453,57 €
C1	377	desservant, chapelain, curé	25 202,20 €		1,4859	37 447,95 €	13 808 304,03 €
C1	13	desservant, chapelain, curé à 50%		12 601,10 €	1,4859	18 723,97 €	243 411,67 €
C2	374	desservant, chapelain, curé	18 063,98 €		1,4859	26 826,38 €	9 862 033,75 €
C2	11	desservant, chapelain, curé à 50%		9 026,98 €	1,4859	13 413,19 €	147 848,09 €
D	581	vicaire, vicaire assistant paroissial	16 617,03 €		1,4859	24 691,24 €	16 079 811,70 €
D	115	vicaire, vicaire assistant paroissial à 50%		8 308,52 €	1,4859	12 345,62 €	1 419 748,58 €
OUT							
A	1	archevêque	68 371,77 €		1,4859	101 593,61 €	0,00 €
A	1	Evêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	1	Vicaire général	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	0,00 €
B1	1	Chanoine	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	0,00 €
B2	3	Secrétaire	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	187 360,70 €
B2	1	secrétaire à 50%		21 015,40 €	1,4859	31 226,78 €	0,00 €
C1	10	desservant, chapelain, curé	25 202,20 €		1,4859	37 447,95 €	374 479,49 €
C1	1	desservant, chapelain, curé à 50%		12 601,10 €	1,4859	18 723,97 €	18 723,97 €
C2	10	desservant, chapelain, curé	18 063,98 €		1,4859	26 826,38 €	268 263,79 €
C2	1	desservant, chapelain, curé à 50%		9 026,98 €	1,4859	13 413,19 €	0,00 €
D	26	vicaire, vicaire assistant paroissial	16 617,03 €		1,4859	24 691,24 €	641 972,37 €
D	5	vicaire, vicaire assistant paroissial à 50%		8 308,52 €	1,4859	12 345,62 €	61 728,11 €
IN							
A	1	archevêque	68 371,77 €		1,4859	101 593,61 €	0,00 €
A	1	Evêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	1	Vicaire général	38 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B1	1	Chanoine	38 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B2	3	Secrétaire	38 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	157 840,26 €
B2	1	secrétaire à 50%		17 704,23 €	1,4859	26 306,72 €	0,00 €
C1	11	desservant, chapelain, curé	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	335 076,84 €
C1	1	desservant, chapelain, curé à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	0,00 €
C2	11	desservant, chapelain, curé	16 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	253 958,39 €
C2	1	desservant, chapelain, curé à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 943,56 €	0,00 €
D	20	vicaire, vicaire assistant paroissial	14 500,00 €		1,4859	21 545,55 €	430 911,00 €
D	1	vicaire, vicaire assistant paroissial à 50%		7 250,00 €	1,4859	10 772,75 €	0,00 €
1700							
							49 875 759,73 €

Culte protestant évangélique - année n+10

Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	1 pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	81 914,04 €
A	1 pasteur-président à 50%		27 563,78 €	1,4859	40 957,02 €	40 957,02 €
B1	2	42 030,60 €		1,4859	62 453,57 €	124 907,13 €
B2	2 secrétaire	36 069,87 €		1,4859	53 595,92 €	0,00 €
C1	3 desservant	25 202,20 €		1,4859	37 447,95 €	1 369 874,11 €
C1	1 desservant à 50%		12 601,10 €	1,4859	18 723,97 €	18 723,97 €
C2	57 desservant	18 053,96 €		1,4859	26 826,38 €	1 073 055,17 €
D	3 auxiliaire	18 617,03 €		1,4859	24 691,24 €	40 302,49 €
OUT						
A	1 pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
A	1 pasteur-président à 50%		27 563,78 €	1,4859	40 957,02 €	0,00 €
B1	2	42 030,60 €		1,4859	62 453,57 €	0,00 €
B2	2 secrétaire	36 069,87 €		1,4859	53 595,92 €	0,00 €
C1	3 desservant	25 202,20 €		1,4859	37 447,95 €	112 345,85 €
C1	1 desservant à 50%		12 601,10 €	1,4859	18 723,97 €	0,00 €
C2	2 desservant	18 053,96 €		1,4859	26 826,38 €	53 652,76 €
D	3 auxiliaire	18 617,03 €		1,4859	24 691,24 €	0,00 €
IN						
A	1 pasteur-président	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
A	1 pasteur-président à 50%		27 563,78 €	1,4859	40 957,02 €	0,00 €
B1	2	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B2	2 secrétaire	27 647,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
C1	3 desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	81 384,32 €
C1	1 desservant à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	0,00 €
C2	2 desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	46 174,25 €
D	3 auxiliaire	14 500,00 €		1,4859	21 548,56 €	0,00 €

123

2 746 075,91 €

Culte israélite - année n+10

Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	index	barème indexé	TOTAL
A	0 grand rabbin de Belgique	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	2 grand rabbin	42 030,60 €		1,4859	62 453,57 €	124 907,13 €
B1	1 grand rabbin à 50%		21 015,40 €	1,4859	31 226,78 €	31 226,78 €
B2	2 secrétaire	36 069,87 €		1,4859	53 595,92 €	107 191,85 €
B2	1 secrétaire à 50%		18 034,84 €	1,4859	26 787,96 €	26 787,96 €
C1	12 desservant	25 202,20 €		1,4859	37 447,95 €	443 733,88 €
C1	2 desservant à 50%		12 601,10 €	1,4859	18 723,97 €	54 413,90 €
C2	11 desservant	18 053,96 €		1,4859	26 826,38 €	289 120,11 €
C2	2 desservant à 50%		9 026,98 €	1,4859	13 413,19 €	26 826,38 €
OUT						
A	0 grand rabbin de Belgique	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	2 grand rabbin	42 030,60 €		1,4859	62 453,57 €	0,00 €
B1	1 grand rabbin à 50%		21 015,40 €	1,4859	31 226,78 €	0,00 €
B2	2 secrétaire	36 069,87 €		1,4859	53 595,92 €	0,00 €
B2	1 secrétaire à 50%		18 034,84 €	1,4859	26 787,96 €	0,00 €
C1	1 desservant	25 202,20 €		1,4859	37 447,95 €	37 447,95 €
C1	1 desservant à 50%		12 601,10 €	1,4859	18 723,97 €	0,00 €
C2	2 desservant	18 053,96 €		1,4859	26 826,38 €	0,00 €
C2	2 desservant à 50%		9 026,98 €	1,4859	13 413,19 €	0,00 €
IN						
A	0 grand rabbin de Belgique	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1	2 grand rabbin	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B1	1 grand rabbin à 50%		17 704,23 €	1,4859	26 306,71 €	0,00 €
B2	2 secrétaire	27 647,32 €		1,4859	41 081,15 €	0,00 €
B2	1 secrétaire à 50%		13 823,66 €	1,4859	20 540,58 €	0,00 €
C1	1 desservant	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	30 461,44 €
C1	1 desservant à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	0,00 €
C2	2 desservant	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	0,00 €
C2	2 desservant à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,66 €	0,00 €

33

1 077 231,26 €

Culte orthodoxe - anné n+10							
	Nombre	Grade	barème du 100 %	barème du 50 %	Index	barème indexé	TOTAL
A	1	Métropolitain archevêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	81 914,04 €
B1	2	archevêque	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	124 907,13 €
B1	1	évêque	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	62 453,57 €
B1	1	Vicaire général	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	62 453,57 €
B2	2	Secrétaire	38 069,07 €		1,4859	53 595,92 €	107 191,85 €
C1	20	desservant, vicaire	25 202,20 €		1,4859	37 447,95 €	734 428,23 €
C1	1	desservant, vicaire à 50%		12 801,10 €	1,4859	18 723,97 €	18 723,97 €
C2	20	desservant, vicaire	18 053,96 €		1,4859	26 826,38 €	530 088,38 €
C2		desservant, vicaire à 50%		9 026,98 €	1,4859	13 413,19 €	0,00 €
OUT							
A		Métropolitain archevêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1		archevêque	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	0,00 €
B1		évêque	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	0,00 €
B1		Vicaire général	42 030,80 €		1,4859	62 453,57 €	0,00 €
B2		Secrétaire	38 069,07 €		1,4859	53 595,92 €	0,00 €
C1	1	desservant, vicaire	25 202,20 €		1,4859	37 447,95 €	37 447,95 €
C1		desservant, vicaire à 50%		12 801,10 €	1,4859	18 723,97 €	0,00 €
C2	1	desservant, vicaire	18 053,96 €		1,4859	26 826,38 €	26 826,38 €
C2		desservant, vicaire à 50%		9 026,98 €	1,4859	13 413,19 €	0,00 €
IN							
A		Métropolitain archevêque	55 127,56 €		1,4859	81 914,04 €	0,00 €
B1		archevêque	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B1		évêque	35 408,45 €		1,4859	52 613,42 €	0,00 €
B1		Vicaire général	35 408,45 €		2,4859	88 021,87 €	0,00 €
B2		Secrétaire	27 947,32 €		1,4859	41 061,15 €	0,00 €
C1	1	desservant, vicaire	20 500,33 €		1,4859	30 461,44 €	30 461,44 €
C1		desservant, vicaire à 50%		10 250,17 €	1,4859	15 230,72 €	0,00 €
C2	1	desservant, vicaire	15 537,47 €		1,4859	23 087,13 €	23 087,13 €
C2		desservant, vicaire à 50%		7 768,74 €	1,4859	11 543,58 €	0,00 €

Table des matières

Remerciements	3
Sommaire.....	5
1. Introduction générale et méthode de travail	8
1. Mission générale du Groupe de travail.....	9
1.1. Les rétroactes.....	9
1.2. Les missions.....	10
2. Contexte socio-politique durant les travaux	11
2.1. Contexte politique.....	11
2.2. Contexte institutionnel	11
2.3. Contexte religieux	11
3. Méthode.....	12
3.1. Continuité de l'analyse.....	12
3.2. Vers des résultats concrets	13
3.3. Eléments du rapport	14
2. Les orientations de principe	15
Sommaire	16
1. Les avantages et conditions d'un régime public.....	17
2. L'intégration de plusieurs objectifs dans un régime unifié	18
Plusieurs objectifs	18
Un concept unifié de « communauté convictionnelle ».....	19
3. Un financement équitable et responsabilisant	20
4. L'autonomie des convictions, condition du pluralisme.....	21
5. Transparence et diversification des critères	22
Les critères d'intervention des pouvoirs publics	22
Les critères de répartition.....	23
6. Un premier niveau moins exigeant : l'enregistrement	24
7. Répartition : proximité et flexibilité	25
8. L'intégration plus complète du système de cascade.....	26
9. Une revalorisation du statut	27
Revalorisation des traitements	27
Une plus grande uniformité des droits sociaux	28
Un régime de pension uniforme	29
10. Un effet budgétaire limité	30
11. Stabilité des besoins globaux et fluidité des convictions	30
12. Un régime de libéralités fiscalement déductibles.....	31
13. Régime de l'organe représentatif.....	31
14. Les tâches et responsabilités de l'administration.....	32

15. Conseil supérieur des communautés convictionnelles	32
16. Concepts légaux liés aux convictions	33
17. Révision de la Constitution	33
18. Répartition des compétences.....	34
19. Coopération entre niveaux de pouvoirs.....	34
20. Un régime de droit transitoire adapté	35
Schémas directeurs	35
1. Schéma des structures publiques	36
2. Schéma de la typologie des communautés convictionnelles	37
3. Les différents aspects de la réforme	38
Sommaire	39
1. Définitions	40
2. Enregistrement et reconnaissance	42
Un régime de reconnaissance.....	42
Les avantages d'un régime à plusieurs niveaux : l'enregistrement.....	44
Le nouveau régime de reconnaissance.....	46
Tableau récapitulatif des effets juridiques attachés aux différents étages...50	
Notes.....	51
3. Le cadre	52
1. L'abandon de la nomenclature convictionnelle.....	54
2. L'abandon du lien entre une place et une communauté reconnue.	56
3. La révision périodique du cadre selon des critères définis dans la loi.....	57
4. Vers un nouveau cadre	58
Notes.....	61
4. Organes représentatifs	62
La reconnaissance des organes représentatifs	62
Les missions des organes représentatifs.....	64
Le financement des organes représentatifs	66
5. Statut des ministres et délégués	71
Les dispositions en matière de droit social.....	71
Les incompatibilités	74
Notes.....	74
6. Les traitements et pensions	75
1. Les traitements	75
2. Les pensions	79
Notes.....	81
7. Evaluations budgétaires.....	82
8. Conseil supérieur des communautés convictionnelles	86
9. Une enquête scientifique décennale	87
10. Dispositions modificatrices recommandées en suite du présent rapport .89	
Propositions d'abrogation.....	89
Propositions de modifications	91

4. Autres recommandations.....	95
Révision constitutionnelle	96
Modification des articles 19, 20, 24 et 181 de la Constitution.....	96
Modification de l'article 21, alinéa 1er, de la Constitution	97
Notes.....	100
Coordination des concepts légaux liés aux convictions	101
Schéma général.....	104
Tableau.....	105
5. Avant-projet de loi	109
6. Annexes.....	150
1. L'agenda des travaux du Groupe.....	151
2008	151
2009	151
2010	153
2. Tableaux et données complémentaires.....	160
1. Age moyen des ministres et délégués	160
2. Nationalités des ministres et délégués.....	161
3. Durée moyenne des fonctions.....	162
4. Evaluations des coûts – traitements — Evolution sur 15 ans, à effectif constant sans mise à la pension.....	163
5. Evaluations des coûts – traitements — Evolution sur 15 ans, avec mise à la pension.....	173
Tables des matières	181